

F. 2002 — 3292

[C — 2002/27816]

4 JUILLET 2002. — Arrêté du Gouvernement wallon organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 5 juillet 1956 relative aux wateringues;

Vu la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables;

Vu le décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne tel que modifié par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 31 mai 1990 portant exécution du décret du 27 octobre 1988 sur les carrières;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 31 octobre 1991 portant exécution du décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 juillet 1993 relatif à la valorisation des terrils;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et des activités classées;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 1^{er} octobre 2001 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions et champ d'application

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° décret : le décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne tel que modifié par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

2° CWEDD : le Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable;

3° CRAT : la Commission régionale d'aménagement du territoire;

4° CCAT : la Commission consultative communale d'aménagement du territoire;

5° administration de l'environnement : le Directeur général de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, ou ses délégués;

6° administration de l'aménagement du territoire : le Directeur général de la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine, son ou ses délégués;

7° Ministre : le Ministre qui a l'environnement dans ses attributions;

8° auteur d'étude : la personne agréée qui réalise une étude d'incidences sur l'environnement;

9° demandeur : l'auteur de projet soumis au système d'évaluation des incidences sur l'environnement.

Art. 2. Sans préjudice des dispositions visées par l'article 1^{er}, 4°, a, b, c, d, et de l'article 4, alinéa 1^{er}, du décret, la délivrance ou l'adoption des actes administratifs suivants est subordonnée à la mise en œuvre du système d'évaluation des incidences sur l'environnement prévu par le décret :

1° le permis de lotir relatif à un parc résidentiel de week-end requis en vertu de l'article 149 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine;

2° la concession de mines requise en vertu du décret du 7 juillet 1988 sur les mines;

3° les autorisations requises en vertu des articles 12 et 14, § 1^{er}, de la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables;

4° les autorisations requises en vertu de la loi du 5 juillet 1956 relative aux wateringues;

5° le remembrement prévu par la loi du 22 juillet 1970 relative au remembrement légal de biens ruraux.

Art. 3. Lorsque la mise en œuvre d'un projet requiert plusieurs permis indispensables à la bonne fin du projet, celui-ci est soumis à un seul système d'évaluation des incidences sur l'environnement, ce qui implique :

1° l'organisation d'une seule consultation du public préalable à l'établissement de l'étude d'incidences;

2° l'établissement d'une seule notice d'évaluation qui comporte l'ensemble des renseignements requis pour chacune des demandes de permis ou, le cas échéant, d'une seule étude d'incidences;

3° l'organisation après la réalisation de l'étude d'incidences, d'une seule procédure d'enquête publique et d'avis du CWEDD, de la CCAT ou à défaut de la CRAT.

CHAPITRE II. — *Du système d'évaluation des incidences sur l'environnement*

Art. 4. Toute demande de délivrance d'actes administratifs visés à l'article 2 comporte soit une notice d'évaluation des incidences sur l'environnement, soit une étude d'incidences sur l'environnement.

Section 1^{re}. — De la forme et du contenu de la notice d'évaluation

Art. 5. Sans préjudice de l'alinéa 2, la forme et le contenu minimum de la notice figurent en annexe I.

Le dossier de demande de permis constitue la notice d'évaluation des incidences sur l'environnement, pour le permis d'environnement ou le permis unique requis en vertu du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

Sans préjudice de l'article 4, pour les actes administratifs non visés à l'alinéa précédent, la demande doit être accompagnée de la notice d'évaluation des incidences sur l'environnement.

Section 2. — Des projets soumis à étude d'incidences

Art. 6. Est soumis à la réalisation d'une étude d'incidences, tout projet identifié comme tel dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et des activités classées et faisant l'objet d'une demande d'au moins un des actes administratifs visés à l'article 2, pour autant que cette demande ait l'un des objets suivants :

1° la création d'un nouveau projet;

2° le renouvellement d'un permis relatif à une installation existante;

3° la transformation ou l'extension d'une installation ou projet existant ou en cours de réalisation atteint ou entraîne le dépassement d'un des seuils visés dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et des activités classées;

4° la transformation ou l'extension d'une installation ou projet visé dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et des activités classées et qui a pour conséquence d'augmenter de plus de 25 % la valeur autorisée par le permis délivré sur base de la dernière étude d'incidences pour le paramètre pris en considération pour la définition des seuils déterminant les projets soumis à étude d'incidences;

5° la transformation ou l'extension d'une installation ou projet visé dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et des activités classées qui sont soumis à étude d'incidences sans condition de seuil et qui a pour conséquence l'augmentation de plus de 25 % la capacité autorisée par le permis délivré sur base de la dernière étude d'incidences.

Section 3. — De la forme et du contenu de l'étude d'incidences

Art. 7. § 1^{er}. La forme et le contenu minimum de l'étude d'incidences sont déterminées à l'annexe II.

Le demandeur peut consulter l'autorité compétente relativement aux informations à fournir dans le cadre de l'étude d'incidences. Dans ce cas, l'autorité compétente consulte sans délai l'administration compétente, le CWEDD, la CCAT ou, à défaut, la CRAT.

Les instances consultées rendent leur avis à l'autorité compétente dans un délai de trente jours à dater de la réception de la demande et en transmettent copie au demandeur. L'autorité compétente rend son avis au demandeur dans un délai de quarante-cinq jours à dater de la réception de la demande d'informations. A défaut pour l'autorité compétente d'avoir rendu son avis dans le délai imparti, le demandeur réalise l'étude d'incidences sur base des avis transmis par les instances consultées et à défaut sur base du contenu minimum visé à l'annexe II.

§ 2. Lorsqu'en application de l'article 8, §4, du décret un complément d'étude est exigé son contenu est déterminé dans la décision de l'autorité compétente de soumettre le projet à un complément d'étude. Le complément d'étude est fourni par le demandeur à l'autorité compétente dans un délai de dix-huit mois à dater de la réception de la décision déterminant le contenu du complément d'étude.

Lorsque, en raison du caractère incomplet de l'étude d'incidences, l'autorité compétente, sur avis du CWEDD, de la CCAT ou à défaut la CRAT, estime qu'un complément d'étude est nécessaire, le demandeur dispose d'un délai de six mois pour lui fournir ce complément. L'étude et son complément sont soumis aux dispositions du chapitre V du présent arrêté et aux dispositions relatives à l'enquête publique de l'arrêté du Gouvernement wallon relatif à la procédure d'octroi du permis d'environnement et du permis unique et à diverses mesures d'exécution du décret.

Les délais d'instruction des demandes relatives aux actes administratifs visés à l'article 2 sont suspendus à dater de la date d'envoi de la décision d'imposer un complément d'étude. Cette suspension prend fin à dater du jour de la réception du complément d'étude d'incidences par l'autorité compétente et au plus tard à l'expiration des délais prévus au § 2.

CHAPITRE III. — *Des auteurs d'études d'incidences*

Section 1^{re}. — De l'agrément, de la suspension et du retrait d'agrément des auteurs d'études d'incidences

Sous-section 1^{re}. — *Généralités*

Art. 8. L'agrément des auteurs d'études d'incidences est octroyé pour une ou plusieurs des catégories de projets suivants :

1° aménagement du territoire, urbanisme (projets visés par la rubrique 70.11 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et des activités classées), activités commerciales (projets visés par la rubrique 52.1 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et des activités classées) et de loisirs (projets visés par les rubriques 92.1 à 92.7; 52.22; 52.23 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et des activités classées);

2° projets d'infrastructure (projets visés par les rubriques 45.23; 45.24; 63.21; 70.19 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et des activités classées) en ce y compris le transport (projets visés par les rubriques 60.10 à 60.30; 61.20; 62.00 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et des activités classées) et communications;

3° mines et carrières;

4° processus industriels relatifs à l'énergie;

5° processus industriels de transformation de matières;

6° gestion des déchets;

7° gestion de l'eau (captage, épuration, distribution et traitement);

8° permis liés à l'exploitation agricole.

Sous-section 2. — *Critères d'agrément*

Art. 9. § 1^{er}. Le demandeur d'agrément a, en son sein pour chacune des catégories d'agrément sollicitées, les compétences nécessaires pour :

1° coordonner l'étude d'incidences;

2° rédiger des cahiers des charges à l'intention des sous-traitants éventuels;

3° exploiter tous les résultats y compris ceux de la sous-traitance;

4° intégrer l'ensemble des résultats obtenus en vue de déterminer les impacts singuliers et synergiques.

§ 2. Le demandeur d'agrément dispose des moyens techniques nécessaires à l'accomplissement de ses missions.

§ 3. Dans le cas d'un renouvellement d'agrément, le demandeur démontre que pendant la dernière période d'agrément il a soit réalisé des études d'incidences, soit participé à des études d'incidences en qualité de sous-traitant ou qu'il a été sollicité pour la réalisation ou la participation à des études d'incidences.

Sous-section 3. — *Procédure d'octroi d'agrément*

Art. 10. La demande d'agrément est envoyée par lettre recommandée à la poste ou remise contre récépissé en cinq exemplaires à l'administration de l'environnement.

Dans le cas d'un renouvellement d'agrément, la demande d'agrément est envoyée six mois avant le terme de l'agrément en cours.

Art. 11. La demande d'agrément comporte les indications suivantes :

1° les nom et adresse du demandeur;

2° s'il s'agit d'une personne morale, une copie des statuts éventuels ainsi que la liste des administrateurs ou des gérants;

3° les titres, qualifications et références du demandeur, des collaborateurs liés au demandeur par un contrat d'emploi et des sous-traitants éventuels;

4° les moyens techniques dont le demandeur dispose;

5° les catégories de projets définies à l'article 8 pour lesquelles le demandeur est susceptible de réaliser des études d'incidences.

Au cas où la demande a trait à un renouvellement d'agrément, elle est, en outre, accompagnée de la liste des études d'incidences que le demandeur a réalisées ou auxquelles il a participé en qualité de sous-traitant, les sollicitations pour la réalisation ou la participation à des études d'incidences ainsi que des avertissements et/ou récusations éventuellement adressés depuis la précédente décision d'agrément.

Art. 12. La demande est incomplète s'il manque des renseignements ou des documents requis en vertu de l'article 11.

La demande est irrecevable :

1° si elle a été introduite en violation de l'article 10;

2° si elle est déclarée incomplète à deux reprises;

3° si le demandeur ne fournit pas les renseignements demandés dans le délai prévu par l'article 13, alinéa 2.

Art. 13. L'administration de l'environnement envoie au demandeur sa décision statuant sur le caractère complet et recevable de la demande dans un délai de quinze jours à dater du jour où elle reçoit la demande en application de l'article 10.

Si la demande est incomplète, l'administration de l'environnement indique au demandeur, les documents manquants par lettre recommandée à la poste. Le demandeur dispose alors de trente jours à dater de la réception de la lettre recommandée pour fournir à l'administration de l'environnement les compléments demandés par envoi recommandé ou par remise contre récépissé.

Dans les quinze jours suivant la réception des compléments, l'administration de l'environnement envoie au demandeur sa décision sur le caractère complet et recevable de la demande. Si l'administration de l'environnement estime une seconde fois que la demande est incomplète, elle la déclare irrecevable.

Si la demande est irrecevable, l'administration de l'environnement indique au demandeur, dans les conditions et délai prévus à l'alinéa 1^{er}, ou, le cas échéant, dans le délai prévu à l'alinéa 3, les motifs de l'irrecevabilité.

Art. 14. Si l'administration de l'environnement n'a envoyé au demandeur aucune décision dans les conditions et délais prévus à l'article 13, la demande est considérée comme recevable.

Dans ce cas, le demandeur envoie une copie du dossier de la demande au Ministre.

Art. 15. Dès qu'une demande est déclarée ou réputée recevable, l'administration de l'environnement la soumet pour avis :

- au CWEDD;
- à la CRAT;
- à l'administration de l'aménagement du territoire

L'avis de l'administration de l'aménagement du territoire, de la CRAT et du CWEDD sont transmis à l'administration de l'environnement ou remis contre récépissé, dans un délai de trente jours à dater de la réception de la demande d'avis. A défaut, ceux-ci sont réputés favorables.

Ces délais sont suspendus du 16 juillet au 15 août.

Art. 16. L'administration de l'environnement envoie sa proposition de décision accompagnée des avis visés à l'article 15 au Ministre dans les cinquante jours de sa décision sur le caractère complet et recevable du dossier.

Ces délais sont suspendus du 16 juillet au 15 août.

Art. 17. Le Ministre envoie au demandeur sa décision sur la demande d'agrément, dans les trente jours de la réception de l'avis de l'administration de l'environnement.

La décision d'agrément est publiée par extrait au *Moniteur belge*.

Art. 18. La décision statuant sur la demande d'agrément fixe la durée de celui-ci et les catégories de projets définies à l'article 8 pour lesquelles le bénéficiaire est susceptible de réaliser des études d'incidences.

La durée d'agrément ne peut excéder cinq ans.

Art. 19. En cas de modification d'un des éléments indiqués dans la demande d'agrément conformément à l'article 11, l'auteur d'études en avise immédiatement, par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception, l'administration de l'environnement. Si celle-ci juge que les modifications indiquées sont de nature à justifier une modification, une suspension ou un retrait de l'agrément elle en fait part, dans les trente jours, à l'auteur agréé, par lettre recommandée à la poste.

L'auteur agréé dispose, à dater de la réception de ce courrier, d'un délai de soixante jours pour notifier à l'administration de l'environnement les mesures qu'il envisage de prendre pour donner suite aux observations de celle-ci.

Art. 20. D'initiative ou sur proposition du CWEDD, de la CCAT ou de la CRAT, le Ministre peut, lorsqu'il juge une ou plusieurs études d'incidences insuffisantes ou incomplètes, adresser à l'auteur d'étude un avertissement. Sa décision est notifiée par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception.

Sous-section 4. — *Suspension ou retrait d'agrément*

Art. 21. Le Ministre peut, pendant la durée de l'agrément, et après avoir invité l'auteur d'étude à faire valoir ses explications, modifier, suspendre ou retirer l'agrément de manière partielle ou totale :

1° dans le cas visé à l'article 19, lorsque l'auteur d'études n'a pas notifié à l'administration de mesure destinée à donner suite à ses observations ou lorsque les mesures envisagées sont estimées insuffisantes;

2° après un avertissement visé à l'article 20.

La décision est publiée par extrait au *Moniteur belge*.

Section 2. — Du choix de l'auteur d'étude

Art. 22. Le demandeur choisit l'auteur d'étude, parmi les personnes agréées en qualité d'auteurs d'études d'incidences pour la ou les catégories à laquelle ou auxquelles son projet se rattache conformément à l'article 8.

Il notifie immédiatement son choix, par pli recommandé à la poste :

1° au Ministre;

2° à l'autorité compétente;

3° à l'administration de l'environnement et à l'administration de l'aménagement du territoire.

Il notifie également son choix immédiatement, par pli ordinaire :

1° au CWEDD par pli ordinaire;

2° à la CCAT, ou à défaut à la CRAT, par pli ordinaire.

Section 3. — De la récusation d'une personne choisie en qualité d'auteur d'une étude d'incidences

Art. 23. Toute personne choisie en qualité d'auteur d'une étude d'incidences peut être récusée si elle se trouve dans des conditions susceptibles de mettre en cause l'indépendance de l'exercice de sa mission.

Art. 24. L'autorité compétente, l'administration de l'environnement ou l'administration de l'aménagement du territoire, peuvent proposer au Ministre la récusation d'une personne choisie en qualité d'auteur d'une étude d'incidences.

Art. 25. Sous peine d'irrecevabilité, la proposition de récusation est motivée et notifiée à la personne choisie en qualité d'auteur de l'étude, par pli recommandé à la poste avec accusé de réception. En même temps, une copie en est adressée par pli ordinaire au demandeur d'autorisation et aux autres instances visées à l'article 22.

Art. 26. La personne choisie en qualité d'auteur de l'étude fait une déclaration écrite avec ses réponses aux motifs de récusation.

Elle notifie cette déclaration, par pli recommandé à la poste avec accusé de réception, dans les quinze jours à dater du jour de la réception de la proposition de récusation :

- 1° au demandeur;
- 2° aux instances visées à l'article 22.

A défaut, elle est réputée acquiescer à la récusation.

Art. 27. Dans les quinze jours à dater du jour de la réception de la déclaration visée à l'article 26, l'instance qui a proposé la récusation transmet ses répliques au Ministre.

Art. 28. Le Ministre statue dans les septante jours de la date à laquelle il a été saisi par l'instance qui a proposé la récusation conformément à l'article 24.

La décision est notifiée dans un délai de quinze jours à la personne choisie en qualité d'auteur de l'étude, au demandeur de permis et aux instances visées à l'article 22.

CHAPITRE IV. — *De la consultation du public avant l'étude d'incidences*

Art. 29. La phase de consultation du public prévue à l'article 12 du décret est organisée conformément aux dispositions du présent chapitre.

Dans le cas où un projet est situé sur le territoire de plusieurs communes, les articles 30 et 33 s'appliquent à chacune des communes concernées.

Art. 30. Au moins quinze jours avant la tenue de la consultation visée à l'article 31, le demandeur procède à la publication d'un avis mentionnant au minimum :

- 1° l'identité du demandeur;
 - 2° la nature du projet et son lieu d'implantation;
 - 3° la date, l'heure et le lieu de la réunion d'information prévue à l'article 31.
- Cet avis est diffusé dans deux médias choisis par le demandeur parmi les médias suivants :

- 1° deux journaux diffusés dans la région;
- 2° un bulletin communal d'information s'il existe et est distribué à toute la population;
- 3° un journal publicitaire toutes boîtes;
- 4° une information toutes boîtes distribuée dans un rayon de 3 kilomètres du lieu d'implantation du projet.

Le demandeur adresse copie des avis publiés et des factures y afférentes au Collège.

L'autorité compétente affiche un avis qui reproduit l'article 30, alinéa 1^{er} :

- 1° aux endroits habituels d'affichage;
- 2° à trois endroits proches du lieu où le projet doit être implanté, le long d'une voie publique carrossable ou de passage.

L'avis affiché a au moins 35 dm² et doit être visible et lisible jusqu'au lendemain de la réunion prévue à l'article 31.

Art. 31. Entre le seizième et le vingt-septième jour à dater de la publication prévue à l'article 30, le demandeur organise dans la commune où se situe la plus grande superficie occupée par le projet une réunion de consultation à laquelle la population des communes sur le territoire desquelles le projet est éventuellement destiné à aussi s'implanter est invitée.

Sont également invités à la réunion et peuvent s'y faire représenter :

- 1° la personne choisie par le demandeur pour réaliser l'étude d'incidences;
- 2° l'autorité compétente;
- 3° l'administration de l'environnement et l'administration de l'aménagement du territoire;
- 4° le CWEDD, la CCAT ou à défaut la CRAT, qui peuvent y déléguer deux de leurs membres au plus;
- 5° les représentants de la ou des communes du lieu d'implantation;
- 6° les représentants des communes situées dans un rayon de 3 kilomètres autour du lieu d'implantation du projet.

La réunion a pour objet :

1° de permettre à l'auteur de projet de présenter son projet, de mettre en évidence les points particuliers qui pourraient être abordés dans l'étude d'incidences et les techniques d'exécution alternatives au projet envisageables pour éviter, réduire et, si possible compenser, les effets négatifs importants du projet sur l'environnement, en ce compris les effets possibles consécutifs à un accident prévisible;

2° de permettre au public de s'informer et d'émettre ses observations et suggestions concernant le projet;

3° de mettre en évidence des points particuliers qui pourraient être abordés dans l'étude d'incidences;

4° de présenter des alternatives pouvant raisonnablement être envisagées par le demandeur afin qu'il en soit tenu compte lors de la réalisation de l'étude d'incidences.

Art. 32. Toute personne peut dans un délai de quinze jours à dater du jour de la tenue de la réunion de consultation prévue à l'article 31 émettre ses observations et suggestions destinées à la réalisation de l'études d'incidences en les adressant par écrit au collège des bourgmestre et échevins du lieu où s'est tenue la réunion de consultation et en y indiquant ses nom et adresse ainsi qu'une copie au demandeur lequel la communique sans délai à l'auteur de l'étude.

Art. 33. Les délais prévus au présent chapitre sont suspendus du 16 juillet au 15 août.

CHAPITRE V. — *Des avis portant sur l'étude d'incidences sur l'environnement et de la publicité de la décision*

Art. 34. En même temps qu'elle notifie au demandeur le caractère complet et/ou recevable de la demande de permis ou qu'elle transmet le dossier de demande à l'autorité compétente, instance qui a procédé à cette notification ou à cette transmission transmet au CWEDD, à la CCAT ou à défaut à la CRAT :

- 1° la demande de permis;
- 2° l'étude d'incidences;
- 3° l'ensemble des observations et suggestions adressées conformément à l'article 32.

Art. 35. Le CWEDD envoie ou remet contre récépissé un avis sur la qualité de l'étude d'incidences et sur l'opportunité environnementale du projet à l'autorité qui l'a sollicité dans un délai de soixante jours, si la demande concerne un établissement de classe 1 à dater de sa saisine par l'instance visée à l'article 34.

La CCAT ou, à défaut, la CRAT envoie ou remet contre récépissé à l'autorité qui l'a sollicité, dans le même délai, un avis sur la qualité de l'étude et sur les objectifs du projet conformément aux objectifs définis par l'article 1^{er}, § 1^{er}, alinéa 2, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine lorsque la demande porte sur un des permis suivants :

- 1° un permis unique requis en vertu du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;
 - 2° un permis d'urbanisme ou de lotir requis par le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine;
 - 3° un permis d'extraction requis en vertu du décret du 27 octobre 1988;
 - 4° une concession de mines requise en vertu du décret du 7 juillet 1988 sur les mines;
 - 5° un permis de valorisation de terril requis en vertu du décret 9 mai 1985 concernant la valorisation de terrils
- A défaut d'avis dans les délais requis, l'avis est réputé favorable.

Le CWEDD et les commissions susvisées peuvent demander au demandeur et à l'auteur d'étude d'incidences des informations complémentaires sur l'étude d'incidences ou son contenu.

CHAPITRE VI. — *Des incidences transfrontières*

Art. 36. Lorsqu'une demande relative à un projet situé en Région wallonne est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement d'une autre Région, d'un autre Etat membre de l'Union européenne ou d'un Etat partie à la Convention d'Espoo, l'instance qui a considéré que le dossier de demande était complet et recevable transmet celui-ci accompagné de l'étude d'incidences et de toute information dont elle dispose sur les incidences transfrontalières du projet aux autorités concernées de l'Etat et/ou de la Région susceptible d'être affectés en indiquant :

- 1° l'autorité compétente et le délai endéans lequel sa décision doit être prise;
- 2° les modalités d'organisation de l'enquête publique afférente à l'instruction de la demande de permis et notamment la durée de l'enquête, la date probable de début de celle-ci, et l'autorité chargée de recevoir les observations du public.

En même temps qu'elle transmet le dossier, elle informe le Gouvernement et l'autorité compétente de cette transmission.

Art. 37. L'autorité compétente envoie sa décision par recommandé aux autorités concernées visées à l'article 36.

Art. 38. Lorsque le Gouvernement reçoit en exécution de l'article 16, § 2, du décret des informations visées à l'article 7.3 de la directive 85/337/CEE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics ou privés sur l'environnement, il les transmet :

- 1° aux collègues des bourgmestres et échevins des communes susceptibles d'être concernées qui les mettent à la disposition du public conformément à la procédure d'enquête publique prévue aux articles 24 et suivants du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement pour les demandes de permis d'environnement;
- 2° au CWEDD.

Les instances visées à l'alinéa 1^{er}, 1°, recueillent les observations du public et transmettent au Gouvernement leurs avis éventuels et les observations qu'ils ont recueillies dans un délai de trente jours à dater du jour où ils ont reçu les informations visées à l'alinéa 1^{er}.

CHAPITRE VII. — *Dispositions modificatives, abrogatoires et finales*

Art. 39. A l'article 3, § 1^{er}, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 31 mai 1990 portant exécution du décret du 27 octobre 1988 sur les carrières, le 4° est abrogé.

Art. 40. A l'article 4, alinéa 3, du même arrêté, les mots "et donne son avis quant à l'application du système d'évaluation des incidences sur l'environnement prévu par le décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne et ses arrêtés d'exécution" sont supprimés.

Art. 41. L'article 23 du même arrêté est abrogé.

Art. 42. L'article 3, alinéa 1^{er}, 4°, de l'arrêté du 29 juillet 1993 relatif à la valorisation des terrils est abrogé.

Art. 43. A l'article 4, § 4, du même arrêté, l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 44. A l'article 12, § 4, du même arrêté, l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 45. A l'article 26, § 4, du même arrêté, l'alinéa 3 est abrogé.

Art. 46. L'article 39 du même arrêté est abrogé.

Art. 47. L'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 31 octobre 1991 portant exécution du décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement en Région wallonne est abrogé.

Art. 48. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} octobre 2002.

Art. 49. Le Ministre qui a l'environnement et l'aménagement du territoire dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 4 juillet 2002.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

Annexe I

Forme et contenu minimum de la notice d'évaluation des incidences sur l'environnement

1° Demandeur

Nom

Prénom

Qualité

Domicile

Numéro de téléphone

Numéro de télécopie

Date de la demande

2° Présentation du projet

— Pour chacune des phases, décrire le projet selon les aménagements et constructions prévus en indiquant les principales caractéristiques de ceux-ci (superficie, dimensions, etc).

Mention des divers travaux s'y attachant (déboisement, excavation, remblayage, etc...).

Mention des modalités d'opération ou d'exploitation (procédés de fabrication, ateliers, stockage,...).

Joindre tous les documents permettant de mieux cerner les caractéristiques du projet (croquis, vue en coupe, etc).

3° Situation existante de droit en aménagement du territoire, urbanisme et patrimoine.

— Indiquer en surimpression sur le plan de secteur la destination et/ou périmètre du terrain.

— Indiquer la destination du terrain au plan communal d'aménagement (PCA).

— Le terrain est-il situé :

* dans un lotissement non prime ? OUI - NON;

* dans un périmètre de protection et/ou inscrit sur une liste de sauvegarde ? OUI - NON;

* à proximité d'un centre ancien protégé, d'un bien immobilier classé, d'un site archéologique ? OUI - NON;

* dans un périmètre protection visé par la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, modifiée notamment par le décret du 6 décembre 2001 relatif aux réserves naturelles ou forestières, sites Natura 2000.

* à proximité d'un périmètre protection visé par la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, modifiée notamment par le décret du 6 décembre 2001 relatif aux réserves naturelles ou forestières, sites Natura 2000;

4° Description du site avant la mise en œuvre du projet.

— Relief du sol et pente du terrain naturel (inférieure à 6%, entre 6 et 15 %, supérieure à 15 %).

Nature du sol.

Occupation du sol autre que les constructions existantes (friche, terrain vague, jardin, culture, prairie, forêt, lande, fagnes, zone humide...).

Présence de nappes phréatiques, de points de captage.

Direction et points de rejets d'eau dans le réseau hydrographique des eaux de ruissellement.

Cours d'eau, étangs, sources, captages éventuels.

Evaluation sommaire de la qualité biologique du site.

Evaluation sommaire de la qualité du site Natura 2000, des réserves naturelles ou forestières.

Raccordement à une voirie équipée (route, égout, eau, électricité, gaz naturel,...).

Présence d'un site classé ou situé sur une liste de sauvegarde ? OUI - NON.

Présence d'un site archéologique? OUI - NON.

Présence d'un site Natura 2000, réserves naturelles ou réserves forestières ?

5° Effets du projet sur l'environnement.

a) Le projet donnera-t-il lieu à des rejets de gaz, de vapeur d'eau, de poussières ou d'aérosols ?

— dans l'atmosphère : OUI - NON

— indiquez en

* la nature;

* le débit.

b) Le projet donnera-t-il lieu à des rejets liquides ?

dans les eaux de surface : OUI - NON.

dans les égouts OUI - NON.

sur ou dans le sol OUI - NON.

- indiquez en

* la nature (eaux de refroidissement, industrielles, pluviales, boues,...);

* le débit ou la quantité

Un plan indiquant le(s) point(s) de déversement dans les égouts ou dans les cours d'eau doit être joint au dossier.

c) Le projet supposera-t-il des captages ?

- en eau de surface :

* lieu;

* quantité;

- en eaux souterraines :

* dénomination du point de captage;

* quantité.

d) Description de la nature, de la quantité, du mode d'élimination et/ou de transport choisis pour les sous-produits et déchets produits par le projet envisagé.

e) Le projet pourra-t-il provoquer des nuisances sonores pour le voisinage ? OUI - NON :

* de quel type;

* de façon permanente ou épisodique.

f) Modes de transport prévus et les voies d'accès et de sortie :

* pour le transport de produits;

* pour le transport de personnes;

* localisation des zones de parking;

* localisation des pipe-line, s'il y en a.

Le projet portera-t-il atteinte à l'esthétique général du site ? OUI - NON

Le projet donnera-t-il lieu à des phénomènes d'érosion ? OUI - NON

i) Intégration au cadre bâti et non bâti : risques d'un effet de rupture dans le paysage naturel ou par rapport aux caractéristiques de l'habitat traditionnel de la région ou du quartier (densité excessive ou insuffisante, différences par rapport à l'implantation, l'orientation, le gabarit, la composition des façades, les matériaux et autres caractéristiques architecturales des constructions environnantes mentionnées au plan d'implantation).

j) Compatibilité du projet avec les voisinages (présence d'une école, d'un hôpital, d'un site Natura 2000, d'une réserve naturelle, d'une réserve forestière, etc).

Risques d'autres nuisances éventuelles.

Modification sensible du relief du sol. Dénivellation maximale par rapport au terrain naturel.

Boisement et/ou déboisement.

Nombre d'emplacements de parkings.

Impact sur la nature.

Construction ou aménagement de voirie.

Epuración individuelle.

6° Justification des choix et de l'efficacité des mesures palliatives ou protectrices éventuelles ou de l'absence de ces mesures.

7° Mesures prises en vue d'éviter ou de réduire les effets négatifs de l'environnement

— les rejets dans l'atmosphère;

— les rejets dans les eaux;

— les déchets de production;

— les odeurs;

— le bruit;

— la circulation;

— impact sur le patrimoine naturel;

— l'impact paysager.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne.

Namur, le 4 juillet 2002.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

Annexe II

Forme et contenu minimum de l'étude d'incidences

Auteur de l'étude

1° Bureau d'étude agréé.

2° Collaborateurs extérieurs associés pour l'étude.

Projet étudié

1° Demandeur.

2° Siège d'exploitation (Coordonnées précises du site d'implantation du projet, coordonnées Lambert).

3° Description des lieux et des abords (description des éléments susceptibles d'être affectés par le projet proposé, y compris notamment la population, la faune, la flore, le sol, l'eau, l'air, les facteurs climatiques, les biens matériels, le patrimoine architectural et archéologique, le paysage ainsi que l'interaction entre les facteurs précités).

4° Type d'établissement.

5° Présentation du projet :

— Secteur d'activités;

— Description succincte;

— Description détaillée (liste des installations et activités et des dépôts, nature des énergies utilisées ou produites, durée du permis sollicité, calendrier approximatif de la mise en œuvre du permis, liste des matières entrantes, intermédiaires et sortantes).

6° Description des effets importants directs et indirects que le projet est susceptible d'avoir sur l'environnement (y compris notamment sur la population, la faune, la flore, le sol, l'eau, l'air, les réserves naturelles et les réserves forestières, les sites Natura 2000, les facteurs climatiques, les biens matériels, le patrimoine architectural et archéologique, le paysage ainsi que l'interaction entre les facteurs précités) comportant une indication précise des méthodes de prévision et des hypothèses de base retenues ainsi que des données environnementales pertinentes utilisées.

7° Le Ministre qui a l'environnement dans ses attributions peut arrêter les bases de données utiles à la réalisation des calculs de dispersion de polluants gazeux et à la modélisation des effets des sources visées par le présent arrêté. Le dossier d'étude d'incidences comprendra au moins une évaluation des niveaux de pollution utilisant les données dont question ci-dessus

8° Description des incidences sur l'environnement d'un autre Etat membre de l'Union européenne, d'un Etat partie à la convention d'Espoo du 25 février 1991 sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière, d'une autre région, d'une province ou d'une commune voisine.

Solutions et mesures pour éviter et réduire les effets sur l'environnement

1° Synthèse des observations formulées dans le cadre de la consultation du public avant l'étude d'incidences, prévue à l'article 31 du présent arrêté.

2° Esquisse des principales solutions de substitution techniquement réalisables examinées par le maître de l'ouvrage et indication des principales raisons de son choix, eu égard aux effets sur l'environnement.

3° Description des mesures envisagées pour éviter, réduire et si possible compenser les effets négatifs importants sur l'environnement.

Commentaires de l'auteur de l'étude

1° Aperçu des difficultés éventuelles (lacunes techniques ou manques dans les connaissances) rencontrées par l'auteur de l'étude dans la compilation des informations requises.

2° Propositions et recommandations de l'auteur de l'étude.

Résumé non technique des informations reprises aux rubriques ci-dessus

Cette rubrique 5 est imprimée sur des pages de format A4 et doit être lisible après photocopie éventuelle en noir et blanc à l'exception des expressions cartographiques.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne.

Namur, le 4 juillet 2002.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

M. FORET

ÜBERSETZUNG

D. 2002 — 3292

[C - 2002/27816]

4. JULI 2002 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Organisation der Bewertung der Umweltverträglichkeit in der Wallonischen Region

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 5. Juli 1956 über die Moorentwässerungsverbände;

Aufgrund des Gesetzes vom 28. Dezember 1967 über die nichtschiffbaren Wasserläufe;

Aufgrund des Dekrets vom 11. September 1985 zur Organisation der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt in der Wallonischen Region, in seiner durch das Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 31. Mai 1990 zur Durchführung des Dekrets vom 27. Oktober 1988 über die Steinbrüche;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 31. Oktober 1991 zur Durchführung des Dekrets vom 11. September 1985 zur Organisation der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt in der Wallonischen Region;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Juli 1993 bezüglich der Erschließung von Halden;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten;

Aufgrund des am 1. Oktober 2001 in Anwendung von Artikel 84, Absatz 1, 1°, der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Definitionen und Anwendungsbereich

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Dekret: das Dekret vom 11. September 1985 zur Organisation der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt in der Wallonischen Region, in seiner durch das Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung abgeänderten Fassung;

2° CWEDD: der «Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable» (Wallonischer Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung);

3° CRAT: die «Commission régionale d'aménagement du territoire» (Regionalausschuss für Raumordnung);

4° CCAT: die «Commission consultative communale d'aménagement du territoire» (kommunaler Beratungsausschuss für Raumordnung);

5° Umweltverwaltung: der Generaldirektor der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt oder seine Beauftragten;

6° Raumordnungsverwaltung: der Generaldirektor der Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes, sein Beauftragter oder seine Beauftragten;

7° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört;

8° Umweltverträglichkeitsprüfer: die zugelassene Person, die eine Umweltverträglichkeitsprüfung durchführt;

9° Antragsteller: der Verfasser eines Projekts, das dem System zur Bewertung der Umweltverträglichkeit unterzogen ist.

Art. 2 - Unbeschadet der in Artikel 1, 4°, a, b, c, d und Artikel 4, Absatz 1 des Dekrets angeführten Bestimmungen unterliegt die Ausstellung oder die Annahme der folgenden Verwaltungsakten der Durchführung des in dem Dekret vorgesehenen Systems zur Bewertung der Umweltverträglichkeit:

1° die Erschließungsgenehmigung für einen Wochenendwohnpark, die aufgrund Artikel 149 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe erfordert wird;

2° die Bergwerkskonzession, die aufgrund des Dekrets vom 7. Juli 1988 über die Gruben erfordert wird;

3° die Genehmigungen, die aufgrund von Artikeln 12 und 14, § 1 des Gesetzes vom 28. Dezember 1967 über die nichtschiffbaren Wasserläufe erfordert werden;

4° die Genehmigungen, die aufgrund des Gesetzes vom 5. Juli 1956 über die Moorentwässerungsverbände erfordert werden;

5° in dem Gesetz vom 22. Juli 1970 über die gesetzliche Flurbereinigung der Landbesitze vorgesehene Flurbereinigung.

Art. 3 - Wenn die Durchführung eines Projekts mehrere Genehmigungen erfordert, die für die günstige Abwicklung des Projekts erforderlich sind, unterliegt dieses Projekt einem einzigen System zur Bewertung der Umweltverträglichkeit, was voraussetzt, dass:

1° eine einzige Anhörung der Öffentlichkeit vor der Erstellung der Umweltverträglichkeitsprüfung organisiert wird;

2° eine einzige Bewertungsnotiz, die die Gesamtheit der Auskünfte umfasst, die für jeden der Anträge auf Genehmigung erforderlich sind, oder gegebenenfalls eine einzige Umweltverträglichkeitsprüfung erstellt wird;

3° nach Durchführung der Umweltverträglichkeitsprüfung eine einzige öffentliche Untersuchung organisiert wird und ein einziges Gutachten vom "CWEDD", vom "CCAT" oder mangels dessen vom "CRAT" eingeholt wird.

KAPITEL II — System zur Bewertung der Umweltverträglichkeit

Art. 4 - Jeder Antrag auf Ausstellung von in Artikel 2 erwähnten Verwaltungsakten umfasst entweder eine Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit oder eine Umweltverträglichkeitsprüfung.

Abschnitt 1 — Form und Inhalt der Bewertungsnotiz

Art. 5 - Unbeschadet von Absatz 2 sind die Form und der Mindestinhalt der Notiz in der Anlage I angegeben.

Die Akte zum Genehmigungsantrag bildet die Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit für die Umwelt- oder Globalgenehmigung, die aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erfordert wird.

Unbeschadet von Artikel 4 und für die im vorstehenden Absatz nicht erwähnten Verwaltungsakten muss dem Antrag die Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit beigelegt werden.

Abschnitt 2 — Projekte, die einer Umweltverträglichkeitsprüfung unterliegen

Art. 6 - Jedes Projekt, das im Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten als solches identifiziert ist und das Gegenstand eines Antrags auf mindestens eine der in Artikel 2 erwähnten Verwaltungsakten ist, wird der Durchführung einer Umweltverträglichkeitsprüfung unterzogen, insofern dieser Antrag mindestens einen der folgenden Zwecke hat:

1° die Schaffung eines neuen Projekts;

2° die Erneuerung einer Genehmigung für eine bestehende Anlage;

3° wenn die Umwandlung oder die Erweiterung einer Anlage oder eines Projekts, die bzw. das schon besteht oder sich in der Durchführungsphase befindet, und wodurch einer der im Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten erwähnten Schwellenwerte erreicht oder überschritten wird;

4° die Umwandlung oder die Erweiterung einer Anlage oder eines Projekts, die bzw. das im Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten erwähnt ist und die eine Erhöhung um mehr als 25 % des Wertes zur Folge hat, der in der auf der Grundlage der letzten Umweltverträglichkeitsprüfung erteilten Genehmigung erlaubt ist, für den Parameter, der für die Festlegung der Schwellenwerte zwecks der Bestimmung der einer Umweltverträglichkeitsprüfung unterzogenen Projekte berücksichtigt wird;

5° die Umwandlung oder die Erweiterung einer Anlage oder eines Projekts, die bzw. das im Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten erwähnt ist, ohne Bedingung hinsichtlich des Schwellenwerts und die eine Erhöhung um mehr als 25 % der Kapazität, die in der auf der Grundlage der letzten Umweltverträglichkeitsprüfung erteilten Genehmigung erlaubt ist, zur Folge hat.

Abschnitt 3 — Form und Inhalt der Umweltverträglichkeitsprüfung

Art. 7 - § 1. Die Form und der Mindestinhalt der Umweltverträglichkeitsprüfung werden in der Anlage II festgelegt.

Der Antragsteller ist berechtigt, die zuständige Behörde über die im Rahmen der Umweltverträglichkeitsprüfung zu erteilenden Auskünfte zu Rate zu ziehen. In diesem Fall zieht die zuständige Behörde unverzüglich die zuständige Verwaltung, den "CWEDD", den "CCAT" oder mangels dessen den "CRAT" zu Rate.

Die zu Rate gezogenen Instanzen geben der zuständigen Behörde ihr Gutachten innerhalb einer Frist von 30 Tagen ab Übergang des Antrags ab und übermitteln dem Antragsteller eine Abschrift davon. Die zuständige Behörde gibt dem Antragsteller ihr Gutachten innerhalb einer Frist von 45 Tagen ab Eingang des Antrags auf Auskünfte ab. Wenn die zuständige Behörde ihr Gutachten innerhalb der festgelegten Frist nicht abgegeben hat, führt der Antragsteller die Umweltverträglichkeitsprüfung auf der Grundlage der durch die zu Rate gezogenen Instanzen abgegebenen Gutachten oder mangels deren auf der Grundlage des in der Anlage II erwähnten Mindestinhalts durch.

§ 2. Wenn in Anwendung von Artikel 8, § 4 des Dekrets eine zusätzliche Prüfung verlangt wird, wird ihr Inhalt im Beschluss der zuständigen Behörde, das Projekt einer zusätzlichen Prüfung zu unterwerfen, festgelegt. Die zusätzliche Prüfung wird der zuständigen Behörde durch den Antragsteller innerhalb einer Frist von achtzehn Monaten nach Eingang des Beschlusses, durch den der Inhalt der zusätzlichen Prüfung bestimmt ist, übermittelt.

Wenn wegen der Unvollständigkeit der Umweltverträglichkeitsprüfung die zuständige Behörde, auf Gutachten des "CWDEE", des "CCAT" oder mangels dessen des "CRAT" der Ansicht ist, dass eine zusätzliche Prüfung notwendig ist, verfügt der Antragsteller über eine Frist von sechs Monaten, um ihr diese zusätzliche Prüfung vorzulegen. Die Prüfung und die zusätzliche Prüfung unterliegen den Bestimmungen von Kapitel V des vorliegenden Erlasses und den Bestimmungen betreffend die öffentliche Untersuchung, die im Erlass der Wallonischen Regierung über das Gewährungsverfahren der Umwelt- und Globalgenehmigung und über verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets erwähnt sind.

Die Fristen für die Untersuchung der Anträge auf die in Artikel 2 erwähnten Verwaltungsakten werden am Datum der Sendung des Beschlusses, durch den eine zusätzliche Prüfung verlangt wird, unterbrochen. Diese Unterbrechung läuft am Tage, an dem die zuständige Behörde die zusätzliche Umweltverträglichkeitsprüfung erhalten hat, oder spätestens am Ablauf der im § 2 erwähnten Fristen ab.

KAPITEL III — Umweltverträglichkeitsprüfer

Abschnitt 1 — Zulassung, Aussetzung und Entzug der Zulassung der Umweltverträglichkeitsprüfer

Unterabschnitt 1 — Allgemeines

Art. 8 - Die Zulassung der Umweltverträglichkeitsprüfer wird für eine oder mehrere der folgenden Kategorien erteilt:

1° Raumordnung, Städtebau (Projekte, die in der Rubrik 70.11 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten erwähnt sind), kaufmännische Tätigkeiten (Projekte, die in der Rubrik 52.1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten erwähnt sind), und Freizeittätigkeiten (Projekte, die in den Rubriken 92.1 bis 92.7, 52.22, 52.23 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten erwähnt sind);

2° Infrastrukturprojekte (Projekte, die in den Rubriken 45.23, 45.24, 63.21, 70.19 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten erwähnt sind) einschließlich des Transportwesens (Projekte, die in den Rubriken 60.10 bis 60.30, 61.20, 62.00 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten erwähnt sind) und Kommunikationen;

3° Gruben und Steinbrüche;

4° Industrieprozesse in Bezug auf Energie;

5° Industrieprozesse in Bezug auf die Verarbeitung von Stoffen;

6° Abfallbewirtschaftung;

7° Wasserbewirtschaftung (Entnahme, Klärung, Versorgung und Behandlung);

8° mit dem landwirtschaftlichen Betrieb verbundene Genehmigungen.

Unterabschnitt 2 — Zulassungskriterien

Art. 9 - § 1. Der Zulassungsantragsteller hat für jede der beantragten Zulassungskategorien die erforderlichen Fähigkeiten, um:

1° die Umweltverträglichkeitsprüfung zu koordinieren;

2° Lastenhefte für eventuelle Untervertragnehmer zu verfassen;

3° die gesamten Ergebnisse, einschließlich derjenigen der Untervertragnehmer, auszunutzen;

4° die gesamten erhaltenen Ergebnisse zu integrieren, um besondere und synergetische Auswirkungen festzustellen.

§ 2. Der Antragsteller verfügt über die technischen Mittel, die für die Erfüllung seiner Aufgaben erforderlich sind.

§ 3. Im Falle einer Zulassungserneuerung beweist der Antragsteller, dass er im Laufe der letzten Zulassungsperiode entweder Umweltverträglichkeitsprüfungen ausgeführt hat, oder an Umweltverträglichkeitsprüfungen als Untervertragnehmer teilgenommen hat oder dass er für die Ausführung von oder die Teilnahme an Umweltverträglichkeitsprüfungen bestellt worden ist.

Unterabschnitt 3 — Verfahren zur Zulassungserteilung

Art. 10 - Der Antrag auf Zulassung wird der Umweltverwaltung in fünffacher Ausfertigung per Einschreibebrief bei der Post geschickt oder gegen Empfangsbescheinigung ausgehändigt.

Im Falle einer Zulassungserneuerung wird der Antrag auf Zulassung sechs Monate vor dem Ablauf der laufenden Zulassung geschickt.

Art. 11 - Der Antrag auf Zulassung umfasst die folgenden Angaben:

1° den Namen und die Anschrift des Antragstellers;

2° wenn es sich um eine juristische Person handelt, eine Abschrift der eventuellen Satzungen sowie die Liste der Verwalter oder der Geschäftsführer;

3° die Titel, Qualifikationen und Referenzen des Antragstellers, sowie der mit dem Antragsteller durch einen Arbeitsvertrag verbundenen Mitarbeiter und der eventuellen Untervertragnehmer;

4° die technischen Mittel, über die der Antragsteller verfügt;

5° die in Artikel 8 bestimmten Kategorien von Projekten, für die der Antragsteller Umweltverträglichkeitsprüfungen durchführen könnte.

Wenn der Antrag eine Zulassungserneuerung betrifft, werden ihm außerdem die Liste der Umweltverträglichkeitsprüfungen, die der Antragsteller durchgeführt oder an denen er als Untervertragnehmer teilgenommen hat, die Aufträge für die Durchführung von oder die Teilnahme an Umweltverträglichkeitsprüfungen sowie die eventuellen seit dem vorherigen Zulassungsbeschluss gerichteten Warnungen und/oder Ablehnungen beigefügt.

Art. 12 - Der Antrag ist unvollständig, wenn gemäß dem Artikel 11 erforderliche Auskünfte oder Unterlagen fehlen.

Der Antrag ist unzulässig:

1° wenn er in Übertretung von Artikel 10 eingereicht wurde;

2° wenn er zweimal nacheinander als unvollständig betrachtet wurde;

3° wenn der Antragsteller die Unterlagen nicht in der in Artikel 13, Absatz 2 erwähnten Frist einreicht.

Art. 13 - Die Umweltverwaltung richtet den über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags gefassten Beschluss innerhalb von fünfzehn Tagen ab dem Tag, an dem sie den Antrag in Anwendung des Artikels 10 erhalten hat, an den Antragsteller.

Wenn der Antrag unvollständig ist, teilt die Umweltverwaltung dem Antragsteller per Einschreiben bei der Post mit, welche Unterlagen fehlen. Der Antragsteller verfügt danach über dreißig Tage ab dem Erhalt des Einschreibens, um der Umweltverwaltung die angeforderten ergänzenden Unterlagen per Einschreiben oder Aushändigung gegen Empfangsbescheinigung zu liefern.

Innerhalb von fünfzehn Tagen, nachdem die Umweltverwaltung die ergänzenden Unterlagen erhalten hat, richtet sie den über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags gefassten Beschluss an den Antragsteller. Wenn die Umweltverwaltung den Antrag ein zweites Mal als unvollständig betrachtet, erklärt sie diesen für unzulässig.

Wenn der Antrag unzulässig ist, teilt die Umweltverwaltung dem Antragsteller unter Einhaltung der in Absatz 1 vorgesehenen Bedingungen und Fristen, oder gegebenenfalls innerhalb der in Absatz 3 vorgesehenen Frist, die Gründe der Unzulässigkeit mit.

Art. 14 - Wenn die Umweltverwaltung keinen Beschluss unter Einhaltung der in Artikel 13 vorgesehenen Bedingungen und Fristen gerichtet hat, wird der Antrag als zulässig betrachtet.

In diesem Fall übermittelt der Antragsteller dem Minister eine Abschrift der Auftragsakte.

Art. 15 - Sobald ein Antrag für zulässig erklärt worden ist oder als solcher betrachtet wird, legt die Umweltverwaltung ihn:

1° dem "CWEDD";

2° dem "CRAT";

3° der Raumordnungsverwaltung

zur Begutachtung vor.

Die Gutachten der Raumordnungsverwaltung, des "CRAT" und des "CWEDD" werden der Umweltverwaltung innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab Eingang des Antrags auf Gutachten übermittelt oder gegen Empfangsbescheinigung ausgehändigt. Mangels dessen werden diese Gutachten als günstig betrachtet.

Diese Fristen werden vom 16. Juli bis zum 15. August unterbrochen.

Art. 16 - Die Umweltverwaltung übermittelt dem Minister innerhalb von 50 Tagen, ab dem Tage, an dem sie die Vollständigkeit und Zulässigkeit der Akte beschlossen hat, ihren Beschlussvorschlag, dem die in Artikel 15 erwähnten Gutachten beigefügt werden.

Diese Fristen werden vom 16. Juli bis zum 15. August unterbrochen.

Art. 17 - Der Minister übermittelt dem Antragsteller innerhalb von dreißig Tagen ab dem Eingang des Gutachtens der Umweltverwaltung seinen Beschluss über den Antrag auf Zulassung.

Der Zulassungsbeschluss wird auszugsweise im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht.

Art. 18 - Der Beschluss über den Zulassungsantrag bestimmt die Dauer der Zulassung und die in Artikel 8 festgelegten Kategorien von Projekten, für die der Empfänger der Zulassung Umweltverträglichkeitsprüfungen durchführen kann.

Die Dauer der Zulassung darf 5 Jahre nicht überschreiten.

Art. 19 - Bei einer Änderung einer der im Zulassungsantrag gemäß Artikel 11 mitgeteilten Angaben muss der Umweltverträglichkeitsprüfer sofort die Umweltverwaltung per Einschreiben bei der Post gegen Empfangsbestätigung davon verständigen. Wenn diese der Ansicht ist, dass die angegebenen Änderungen derart sind, dass sie eine Änderung, eine Aussetzung oder einen Entzug der Zulassung rechtfertigen könnten, muss sie dies dem zugelassenen Umweltverträglichkeitsprüfer innerhalb von dreißig Tagen per Einschreiben bei der Post mitteilen.

Der zugelassene Umweltverträglichkeitsprüfer verfügt ab dem Eingang dieser Mitteilung über eine Frist von sechzig Tagen, um der Umweltverwaltung die Maßnahmen mitzuteilen, die er treffen will, um ihren Beobachtungen Folge zu leisten.

Art. 20 - Aus eigener Initiative oder auf Vorschlag des "CWEDD", des "CCAT" oder des "CRAT" ist der Minister berechtigt, wenn er der Ansicht ist, dass eine oder mehrere Umweltverträglichkeitsprüfungen ungenügend oder unvollständig sind, dem Umweltverträglichkeitsprüfer eine Warnung zuschicken. Sein Beschluss wird per Einschreiben bei der Post gegen Empfangsbestätigung mitgeteilt.

Unterabschnitt 4 — Aussetzung oder Entzug einer Zulassung

Art. 21 - Während der Dauer der Zulassung und nachdem er den Umweltverträglichkeitsprüfer aufgefordert hat, seine Erläuterungen geltend zu machen, ist der Minister berechtigt, die Zulassung ganz oder teilweise zu ändern, auszusetzen oder zu entziehen:

1° im in Artikel 19 erwähnten Falle, wenn der Umweltverträglichkeitsprüfer der Verwaltung keine Maßnahme mitgeteilt hat, die dazu bestimmt ist, den Beobachtungen Folge zu leisten oder wenn die erwogenen Maßnahmen als ungenügend erachtet werden;

2° nach einer in Artikel 20 erwähnten Warnung.

Der Beschluss wird auszugsweise im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

Abschnitt 2 — Wahl des Umweltverträglichkeitsprüfers

Art. 22 - Der Antragsteller wählt den Umweltverträglichkeitsprüfer unter den Personen, die für die Kategorie(n), auf die sich sein Projekt nach Artikel 8 bezieht, als Umweltverträglichkeitsprüfer zugelassen sind.

Seine Wahl meldet er sofort:

1° dem Minister;

2° der zuständigen Behörde;

3° der Umweltverwaltung und der Raumordnungsverwaltung.

per Einschreiben bei der Post.

Er meldet seine Wahl ebenfalls:

1° dem "CWEDD";

2° dem "CCAT" oder mangels dessen dem "CRAT".

per gewöhnlichen Brief.

Abschnitt 3 — Ablehnung einer Person, die als Umweltverträglichkeitsprüfer gewählt worden ist

Art. 23 - Jede Person, die als Umweltverträglichkeitsprüfer gewählt wird, kann abgelehnt werden, wenn sie sich in einer Lage befindet, die die freie Ausübung ihrer Aufgabe beeinträchtigen könnte.

Art. 24 - Die zuständige Behörde, die Umweltverwaltung oder die Raumordnungsverwaltung kann dem Minister die Ablehnung einer als Umweltverträglichkeitsprüfer gewählten Person vorschlagen.

Art. 25 - Unter Gefahr der Unzulässigkeit wird der Ablehnungsvorschlag begründet und der Person, die als Umweltverträglichkeitsprüfer gewählt wird, per Einschreiben bei der Post gegen Aufgabebescheinigung mitgeteilt. Gleichzeitig wird eine Abschrift davon der Person, die die Genehmigung beantragt, und den anderen in Artikel 22 erwähnten Instanzen per gewöhnlichen Brief zugestellt.

Art. 26 - Die als Umweltverträglichkeitsprüfer gewählte Person reicht eine schriftliche Erklärung mit ihren Antworten auf die Gründe der Ablehnung ein.

Sie teilt diese Erklärung:

1° dem Antragsteller;

2° den in Artikel 22 erwähnten Instanzen,

innerhalb von fünfzehn Tagen ab Eingang des Ablehnungsvorschlags per Einschreiben bei der Post gegen Empfangsbescheinigung mit.

Wenn sie dies nicht tut, geht man davon aus, dass sie die Ablehnung anerkennt.

Art. 27 - Innerhalb von fünfzehn Tagen ab dem Eingang der in Artikel 26 erwähnten Erklärung übermittelt die Instanz, die die Ablehnung vorgeschlagen hat, dem Minister ihre Rückantwort.

Art. 28 - Der Minister beschließt innerhalb von sieben Tagen ab dem Datum, an dem er von der Instanz mit dem Ablehnungsvorschlag gemäß Artikel 24 befasst worden ist.

Der Beschluss wird innerhalb einer Frist von fünfzehn Tagen der als Umweltverträglichkeitsprüfer gewählten Person, der Person, die die Genehmigung beantragt hat, und den in Artikel 22 erwähnten Instanzen mitgeteilt.

KAPITEL IV — Anhörung der Öffentlichkeit vor der Umweltverträglichkeitsprüfung

Art. 29 - Die Phase der in Artikel 12 des Dekrets vorgesehenen Anhörung der Öffentlichkeit wird gemäß den Bestimmungen des vorliegenden Kapitels organisiert.

Wenn ein Projekt sich auf dem Gebiet mehrerer Gemeinden befindet, sind Artikel 30 und 33 anwendbar auf jede der betroffenen Gemeinden.

Art. 30 - Mindestens fünfzehn Tage vor der in Artikel 31 erwähnten Anhörung veröffentlicht der Antragsteller eine Bekanntmachung, die mindestens das Folgende angibt:

1° die Identität des Antragstellers;

- 2° die Natur des Projekts und der Ort, wo es betrieben werden soll;
- 3° das Datum, die Uhrzeit und der Ort der in Artikel 31 vorgesehenen Informationsversammlung.

Diese Bekanntmachung wird in zwei durch den Antragsteller unter den folgenden Medien ausgesuchten Medien verbreitet:

- 1° zwei in der Region verbreitete Tageszeitungen;
- 2° ein kommunales Informationsblatt, wenn es ein solches gibt und wenn es an die Bevölkerung verteilt wird;
- 3° eine Reklamezeitung, die kostenlos an die Bevölkerung verteilt wird;
- 4° ein Informationsblatt, das an die Bevölkerung in einem Umkreis von 3 Kilometern des Ortes, wo das Projekt betrieben werden soll, verbreitet wird.

Der Antragsteller sendet dem Kollegium eine Abschrift der veröffentlichten Bekanntmachungen und der damit verbundenen Rechnungen zu.

Die zuständige Behörde hängt eine Bekanntmachung, die Artikel 30, Absatz 1 wiedergibt, aus:

- 1° an den üblichen Anschlagstellen;
- 2° an drei Stellen in der Nähe des Ortes, wo das Projekt betrieben werden soll, entlang einer öffentlichen fahrbaren oder Durchfahrtsstraße.

Die Bekanntmachung muss mindestens 35dm² groß und bis zum Tage nach der in Artikel 31 vorgesehenen Versammlung sichtbar sowie lesbar sein.

Art. 31 - Zwischen dem sechzehnten und dem siebenundzwanzigsten Tage nach der in Artikel 30 vorgesehenen Veröffentlichung organisiert der Antragsteller in der Gemeinde, auf deren Gebiet sich die größte Fläche des Ortes, wo das Projekt betrieben werden soll, befindet, eine Informationsversammlung, zu der die Bevölkerung der Gemeinden, auf deren Gebiet das Projekt ebenfalls betrieben werden sollte, eingeladen ist.

Zu dieser Versammlung können ebenfalls die folgenden Personen bzw. Behörden eingeladen werden und sich dort vertreten lassen:

- 1° die Person, die durch den Antragsteller gewählt wurde, um die Umweltverträglichkeitsprüfung durchzuführen;
- 2° die zuständige Behörde;
- 3° die Umweltverwaltung und die Raumordnungsverwaltung;
- 4° der "CWEDD", der "CCAT" oder der "CRAT", die dort höchstens zwei ihrer Mitglieder entsenden können;
- 5° die Vertreter der Gemeinde(n) des Ortes, wo das Projekt betrieben werden soll;
- 6° die Vertreter der Gemeinden, die sich in einem Umkreis von 3 Kilometern in der Nähe des Ortes, wo das Projekt betrieben werden soll, befinden.

Die Versammlung hat als Gegenstand:

- 1° dem Projektautor die Möglichkeit zu geben, sein Projekt vorzustellen;
- 2° der Bevölkerung die Möglichkeit zu bieten, sich zu informieren und ihre Anregungen und Vorschläge über das Projekt zu machen;
- 3° die besonderen Punkte, die in der Umweltverträglichkeitsprüfung angeschnitten werden könnten, hervorzuheben;
- 4° Alternativen vorzuschlagen, die durch den Antragsteller vernünftig erwogen werden können, damit sie bei der Durchführung der Umweltverträglichkeitsprüfung berücksichtigt werden.

Art. 32 - Jede Person ist berechtigt, in einer Frist von fünfzehn Tagen ab dem Tage der in Artikel 31 vorgesehenen Informationsversammlung ihre Anregungen und Vorschläge zu machen, die für die Durchführung der Umweltverträglichkeitsprüfung bestimmt sind. Sie werden dem Bürgermeister- und Schöffenkollegium des Ortes, wo die Informationsversammlung stattgefunden hat, schriftlich mitgeteilt, unter Angabe des Namens und der Anschrift des Senders. Eine Abschrift wird ebenfalls dem Antragsteller zugestellt, der sie unverzüglich dem Umweltverträglichkeitsprüfer weiterleitet.

Art. 33 - Die im vorliegenden Kapitel vorgesehenen Fristen werden vom 16. Juli bis zum 15. August unterbrochen.

KAPITEL V — Gutachten über die Umweltverträglichkeitsprüfung und Bekanntmachung des Beschlusses

Art. 34 - An dem Tag, an dem sie dem Antragsteller die Vollständigkeit und/oder die Zulässigkeit des Genehmigungsantrags mitteilt oder an dem sie der zuständigen Behörde die Antragsakte übermittelt, richtet die Instanz, die diese Mitteilung oder Übermittlung vorgenommen hat, die folgenden Unterlagen an den "CWEDD", den "CCAT" oder mangels dessen den "CRAT":

- 1° der Antrag auf Genehmigung;
- 2° die Umweltverträglichkeitsprüfung;
- 3° die gesamten gemäß Artikel 32 mitgeteilten Anregungen und Vorschläge.

Art. 35 - Der "CWEDD" richtet ein Gutachten über die Qualität der Umweltverträglichkeitsprüfung und die umweltbezogene Zweckdienlichkeit des Projekts an die Behörde, die es beantragt hat, oder händigt ihr dieses gegen Empfangsbescheinigung aus, und zwar innerhalb einer Frist von sechzig Tagen, wenn der Antrag einen Betrieb der Klasse 1 betrifft, nachdem die in Artikel 34 erwähnte Instanz mit dem Antrag befasst wurde.

Der "CCAT" oder mangels dessen der "CRAT" richtet ein Gutachten über die Qualität der Umweltverträglichkeitsprüfung und über die Ziele des Projekts gemäß den in Artikel 1, § 1, Absatz 2 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe erwähnten Zielen an die Behörde, die es beantragt hat, oder händigt ihr dieses gegen Empfangsbescheinigung aus, und zwar innerhalb derselben Frist, wenn der Antrag eine der folgenden Genehmigungen betrifft:

- 1° eine Globalgenehmigung, die aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erfordert wird;
- 2° eine Städtebau- oder Erschließungsgenehmigung, die durch das Wallonische Gesetzbuch über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe erfordert wird;

- 3° eine Gewinnungsgenehmigung, die aufgrund des Dekrets vom 27. Oktober 1988 erfordert wird;
- 4° eine Bergwerkskonzession, die aufgrund des Dekrets vom 7. Juli 1988 über die Gruben erfordert wird;
- 5° eine Genehmigung zur Erschließung von Halden, die aufgrund des Dekrets vom 9. Mai 1985 über die Erschließung von Halden erfordert wird.

In Ermangelung eines Gutachtens innerhalb der erforderlichen Frist wird das Gutachten als günstig betrachtet.

Der "CWEDD" und die oben erwähnten Ausschüsse können den Antragsteller und den Umweltverträglichkeitsprüfer um zusätzliche Auskünfte über die Umweltverträglichkeitsprüfung oder deren Inhalt bitten.

KAPITEL VI — *Grenzüberschreitende Auswirkungen*

Art. 36 - Wenn ein Antrag über ein in der Wallonischen Region befindliches Projekt beachtliche Auswirkungen auf die Umwelt einer anderen Region, eines anderen Mitgliedsstaats der Europäischen Union oder eines dem Übereinkommen von Espoo angehörenden Staats haben könnte, übermittelt die Instanz, die die Antragsakte als vollständig und zulässig betrachtet hat, diese Akte an die zuständigen Behörden des Staats und/oder der Region, die betroffen werden könnten, unter Beifügung der Umweltverträglichkeitsprüfung und jeglicher Information über die grenzüberschreitenden Auswirkungen des Projekts auf die Umwelt, über die sie verfügt. Die Instanz gibt das Folgende an:

- 1° die zuständige Behörde und die Frist, innerhalb deren ihr Beschluss gefasst werden muss;
- 2° die Modalitäten, nach denen die mit der Überprüfung des Genehmigungsantrags zusammenhängende öffentliche Untersuchung organisiert wird, und insbesondere die Dauer der Untersuchung, das wahrscheinliche Datum des Anfangs der Untersuchung und die Behörde, der die Bemerkungen der Öffentlichkeit übermittelt werden.

Gleichzeitig zu der Übermittlung der Akte informiert sie die Regierung und die zuständige Behörde darüber.

Art. 37 - Die zuständige Behörde teilt den in Artikel 36 erwähnten betroffenen Behörden ihre Entscheidung per Einschreiben mit.

Art. 38 - Wenn die Regierung in Ausführung von Artikel 16, § 2 des Dekrets Informationen, die in Artikel 7.3 der Richtlinie 85/337/EWG des Rates vom 27. Juni 1985 über die Umweltverträglichkeitsprüfung bei bestimmten öffentlichen und privaten Projekten erwähnt sind, erhält, übermittelt sie diese:

1° den Bürgermeister- und Schöffenkollegien der Gemeinden, die betroffen werden könnten, welche sie wiederum gemäß dem in Artikel 24 und folgenden Artikeln des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung vorgesehenen öffentlichen Untersuchungsverfahren für die Anträge auf Umweltgenehmigung zur Verfügung der Öffentlichkeit stellen;

2° dem "CWEDD".

Die in Absatz 1, 1° erwähnten Instanzen sammeln die Bemerkungen der Öffentlichkeit und übermitteln der Regierung ihre eventuellen Gutachten und die von ihnen gesammelten Bemerkungen innerhalb einer Frist von dreißig Tagen, ab dem Tage, an dem sie die in Absatz 1 erwähnten Informationen erhalten haben.

KAPITEL VII — *Abänderungs-, Aufhebungs- und Schlussbestimmungen*

Art. 39 - In Artikel 3, § 1 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 31. Mai 1990 zwecks Durchführung des Dekrets vom 27. Oktober 1988 über die Gruben wird der Punkt 4 aufgehoben.

Art. 40 - In Artikel 4, Absatz 3 desselben Erlasses werden die Wörter "und nimmt über die Anwendung des durch Dekret vom 11. September 1985 zur Einführung einer Bewertung der Aus- und Nachwirkungen auf die Umwelt in der Wallonischen Region und seine Durchführungserlasse vorgesehenen Systems zur Bewertung der Aus- und Nachwirkungen auf die Umwelt Stellung" gestrichen.

Art. 41 - Artikel 23 desselben Erlasses wird aufgehoben.

Art. 42 - Artikel 3, Absatz 1, 4° des Erlasses vom 29. Juli 1993 bezüglich der Erschließung von Halden wird aufgehoben.

Art. 43 - In Artikel 4, § 4 desselben Erlasses wird der Absatz 2 aufgehoben.

Art. 44 - In Artikel 12, § 4 desselben Erlasses wird der Absatz 2 aufgehoben.

Art. 45 - In Artikel 26, § 4 desselben Erlasses wird der Absatz 3 aufgehoben.

Art. 46 - Artikel 39 desselben Erlasses wird aufgehoben.

Art. 47 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. Oktober 1991 zur Durchführung des Dekrets vom 11. September 1985 zur Organisation der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt in der Wallonischen Region wird aufgehoben.

Art. 48 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Oktober 2002 in Kraft.

Art. 49 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Raumordnung gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 4. Juli 2002

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

Anlage I

Form und Mindestinhalt der Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit

1° Antragsteller

Name

Vorname

Eigenschaft

Wohnort

Telefonnummer

Faxnummer

Datum des Antrags

2° Vorstellung des Projekts

— Für jede Phase: das Projekt je nach den geplanten Einrichtungen und Bauten beschreiben unter Angabe ihrer Hauptmerkmale (Fläche, Maße, usw.)

Angabe der verschiedenen damit verbundenen Arbeiten (Abholzung, Ausschachtungen, Aufschüttungen, usw.)

Angabe der Durchführungs- oder Betriebsmodalitäten (Herstellungsverfahren, Werkstätten, Lagerung,...)

Alle Dokumente beifügen, durch die die Merkmale des Projektes besser erfasst werden können (Zeichnungen, Schnitt, usw.)

3° Bestehende rechtliche Lage hinsichtlich der Raumordnung, des Städtebaus und des Erbes

— die Zweckbestimmung und/oder Begrenzung des Grundstücks auf dem Sektorenplan mit einem Überdruck angeben

— die Zweckbestimmung des Grundstücks auf dem kommunalen Raumordnungsplan angeben

— Befindet sich das Grundstück:

* in einer stets gültigen Siedlung? JA - NEIN;

* in einem Schutzgebiet und/oder in einem in einer Schutzliste eingetragenen Gebiet? JA - NEIN

* in der Nähe eines ehemaligen geschützten Zentrums, eines unter Denkmal- bzw. Landschaftsschutz stehenden unbeweglichen Gutes, einer archäologischen Stätte? JA - NEIN

* in einem Schutzgebiet, das im Gesetz vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur, abgeändert insbesondere durch das Dekret vom 6. Dezember 2001 über die Natur- und Forstschutzgebiete, Natura 2000-Gebiete, erwähnt ist.

* In der Nähe eines Schutzgebiets, das im Gesetz vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur, abgeändert insbesondere durch das Dekret vom 6. Dezember 2001 über die Natur- und Forstschutzgebiete, Natura 2000-Gebiete, erwähnt ist;

4° Beschreibung des Geländes vor der Durchführung des Projekts

— Bodenrelief und Neigung des natürlichen Grundstücks (niedriger als 6 %, zwischen 6 und 15 %, höher als 15 %)

Bodenbeschaffenheit

Benutzung des Bodens, abgesehen von den bestehenden Bauten (Brüche, unbebautes Gelände, Garten, Wiese, Wald, Heideland, Venn, Feuchtgebiet, usw.)

Vorhandensein von Grundwasservorkommen und Wasserentnahmestellen

Richtung und Stelle, in die bzw. an der Abwasser ins hydrographische Netz des an der Oberfläche abfließenden Wassers eingeleitet wird

Eventuelle Wasserläufe, Weiher, Quellen, Wasserentnahmestellen

Kurze Bewertung der biologischen Qualität des Geländes

Kurze Bewertung der Qualität des Natura 2000-Gebiets, der Natur- und Forstschutzgebiete

Anschluss an einem ausgerüsteten Straßennetz (Straße, Kanalisation, Wasser, Strom, Naturgas,...)

Vorhandensein eines geschützten Gebiets oder eines in einer Schutzliste eingetragenen Gebiets? JA - NEIN

Vorhandensein einer archäologischen Stätte? JA - NEIN

Vorhandensein eines Natura 2000-Gebiets, von Natur- oder Forstschutzgebieten?

5° Auswirkungen des Projekts auf die Umwelt

a) Wird das Projekt Gas, Wasserdampf, Staub oder Aerosole ausstoßen?

— in die Atmosphäre: JA - NEIN

* Art angeben

* Menge Angeben

b) Wird das Projekt Abwässer ableiten?

ins Oberflächenwasser: JA - NEIN

in die Kanalisationen: JA - NEIN

auf oder im Boden: JA - NEIN

* Art angeben (Kühl-, Industrie-, Regenwasser, Schlämme,...)

* Abfluss und Menge angeben

Der Akte muss ein Plan mit den verschiedenen Stellen, an denen das Abwasser in die Kanalisationen oder in die Wasserläufe eingeleitet werden, beigelegt werden.

c) Erfordert das Projekt Wasserentnahmen?

— aus Oberflächenwasser:

* Ort

* Menge

— aus Grundwasser

* Koordinate der Entnahmestelle

* Menge

d) Die Art, die Menge und den Modus beschreiben, die für die Beseitigung und/oder den Transport der durch das geplante Projekt erzeugten Nebenprodukte und Abfälle gewählt worden sind.

e) Kann das Projekt Lärmbelästigungen in der Nachbarschaft hervorrufen? JA – NEIN

* welcher Art

* ständig oder nur ab und zu

f) Die verschiedenen vorgesehenen Transportverfahren und Zu- und Ausfahrten

* für den Transport von Produkten

* für den Transport von Personen

* Standort der Parkräume

* Gegebenenfalls Standort der Pipelines.

g) Beeinträchtigt das Projekt das allgemeine Landschaftsbild? JA – NEIN

h) Kann das Projekt zu der Erscheinung einer Erosion führen? JA – NEIN

i) Eingliederung in den bebauten und unbebauten Rahmen: Gefahr von Abweichungen in der natürlichen Landschaft oder im Verhältnis zu den Merkmalen der herkömmlichen Wohngebäude der Gegend bzw. des Viertels (übermäßige oder unzureichende Dichte, Unterschiede im Verhältnis zu dem Standort, der Orientierung, der Größe, dem Aufbau der Fassaden, zu den Materialien und anderen architektonischen Merkmalen der im Lageplan vermerkten umliegenden Bauten)

j) Verträglichkeit des Projekts mit der Nachbarschaft (Vorhandensein einer Schule, eines Krankenhauses, eines Natura 2000-Gebiets, eines Naturschutzgebiets, eines Forstschutzgebiets, usw)

k) Risiken von anderen eventuellen Belästigungen

l) Deutliche Änderung des Bodenreliefs. Größter Niveau-Unterschied im Verhältnis zum natürlichen Grundstück

m) Aufforstung und Abholzung

n) Anzahl Parkplätze

o) Auswirkung auf die Natur

p) Bau oder Ausrüstung von Verkehrsnetzen

q) individuelle Klärung

6° Rechtfertigung der jeweiligen Wahl und der Leistungsfähigkeit der eventuellen Abhilfe- oder Vorbeugungsmaßnahmen oder des Fehlens solcher Maßnahmen

7° Maßnahmen, mit denen die nachteiligen Auswirkungen auf die Umwelt verhütet oder eingeschränkt werden sollen:

— die Ausstöße in die Atmosphäre;

— die Ableitungen ins Wasser;

— der Produktionsabfälle;

— der Gerüche;

— der Lärm;

— der Verkehr;

— die Auswirkung auf das Naturerbe;

— die Auswirkung auf die Landschaft.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Organisation der Bewertung der Umweltverträglichkeit in der Wallonischen Region beigelegt zu werden.

Namur, den 4. Juli 2002

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

Anlage II

Form und Mindestinhalt der Umweltverträglichkeitsprüfung

Umweltverträglichkeitsprüfer

1° zugelassenes Planungsbüro.

2° Außenmitarbeiter, die für die Prüfung assoziiert sind

Geprüftes Projekt

1° Antragsteller;

2° Betriebssitz (Genaue Koordinaten des Ortes, wo das Projekt betrieben werden soll, Lambert-Koordinaten);

3° Beschreibung des Ortes und der unmittelbaren Umgebung (Beschreibung der Faktoren, die von dem vorgeschlagenen Projekt betroffen werden könnten, einschließlich insbesondere der Bevölkerung, der Fauna, der Flora, des Bodens, des Wassers, der Luft, der Klimafaktoren, der materiellen Güter, des architektonischen und archäologischen Erbes, der Landschaft sowie der Wechselwirkung zwischen den vorgenannten Faktoren);

4° Typ des Betriebs;

5° Vorstellung des Projekts:

— Tätigkeitssektor;

— Kurze Beschreibung;

— Ausführliche Beschreibung (Liste der Anlagen und Tätigkeiten sowie der Lagerungen, Natur der benutzten oder erzeugten Energien, Dauer der beantragten Genehmigung, grober Zeitplan der Ausführung des Projekts, Liste der eingehenden, zwischengelagerten und ausgehenden Stoffe);

6° Beschreibung der bedeutenden, direkten und indirekten Auswirkungen, die das Projekt auf die Umwelt haben könnten (einschließlich insbesondere der Auswirkungen auf die Bevölkerung, die Fauna, die Flora, den Boden, das Wasser, die Luft, die Natur- und Forstschutzgebiete, die Natura 2000-Gebiete, die Klimafaktoren, die materiellen Güter, das architektonische und archäologische Erbe, die Landschaft sowie die Wechselwirkung zwischen den vorgenannten Faktoren), mit einer genauen Angabe der in Betracht gezogenen Voraussagemethoden und Basishypothesen sowie der benutzten relevanten Umweltdaten;

7° Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, kann die Datenbanken bestimmen, die für die Durchführung der Berechnung der Verbreitung der Gasschadstoffe sowie für die Modellrechnung der Auswirkungen der im vorliegenden Erlass erwähnten Quellen nützlich sind. Die Umweltverträglichkeitsprüfung umfasst mindestens eine die oben erwähnten Daten benutzende Bewertung des Verschmutzungsniveaus.

8° Beschreibung der Auswirkungen auf die Umwelt eines anderen Mitgliedstaats der Europäischen Union, eines am Übereinkommen von Espoo vom 25. Februar 1991 über die Umweltverträglichkeitsprüfung im grenzüberschreitenden Rahmen teilhabenden Staats, einer anderen Region, einer benachbarten Provinz oder Gemeinde.

Lösungen und Maßnahmen zur Vermeidung und Verringerung der Auswirkungen auf die Umwelt

1° Zusammenfassung der Bemerkungen, die im Rahmen der in Artikel 31 des vorliegenden Erlasses vorgesehenen öffentlichen Untersuchung geäußert worden sind;

2° Kurze Darstellung der wichtigsten, technisch ausführbaren Ersatzlösungen, die von dem Antragsteller untersucht wurden und Angabe der wichtigsten Gründe für die Wahl, die er in Anbetracht der Auswirkungen auf die Umwelt getroffen hat;

3° Beschreibung der in Aussicht genommenen Maßnahmen zur Vermeidung, Verringerung und wenn möglich zur Ausgleichung der bedeutenden negativen Auswirkungen auf die Umwelt.

Kommentare des Umweltverträglichkeitsprüfers

1° Übersicht der eventuellen Schwierigkeiten (technische Lücken oder fehlende Kenntnisse), auf die der Umweltverträglichkeitsprüfer bei der Sammlung der erforderlichen Auskünfte gestoßen ist;

2° Vorschläge und Empfehlungen des Umweltverträglichkeitsprüfers.

Nichttechnische Zusammenfassung der in den vorstehenden Rubriken angegebenen Auskünfte

Diese Rubrik 5 wird auf Seiten im Format A4 gedruckt und muss nach eventueller schwarzweißer Fotokopie mit Ausnahme der kartographischen Ausdrücke lesbar sein.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Organisation der Bewertung der Umweltverträglichkeit in der Wallonischen Region beigelegt zu werden.

Namur, den 4. Juli 2002

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

—
VERTALING

N. 2002 — 3292

[C — 2002/27816]

4 JULI 2002. — Besluit van de Waalse Regering houdende organisatie van de milieueffectbeoordeling in het Waalse Gewest

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 5 juli 1956 betreffende de wateringen;

Gelet de wet van 28 december 1967 betreffende de onbevaarbare waterlopen;

Gelet op het decreet van 11 september 1985 houdende organisatie van de milieueffectbeoordeling in het Waalse Gewest, zoals gewijzigd bij het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 31 mei 1990 houdende uitvoering van het decreet van 27 oktober 1988 op de groeven;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 31 oktober 1991 houdende uitvoering van het decreet van september 1985 houdende organisatie van de milieueffectbeoordeling in het Waalse Gewest;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 29 juli 1993 tot ontsluiting van steenbergten;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering betreffende de procedure en verschillende maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

Gelet op het besluit tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectbeoordeling onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 1 oktober 2001 overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Begripsbepaling en toepassingsgebied

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° decreet : het decreet van 11 september 1985 houdende organisatie van de milieueffectbeoordeling in het Waalse Gewest, zoals gewijzigd bij het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

2° CWEDD : "Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable" (Waalse milieuraad voor de duurzame ontwikkeling);

3° CRAT : "Commission régionale d'aménagement du territoire" (Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening);

4° CCAT : "Commission consultative communale d'aménagement du territoire" (Gemeentelijke adviescommissie voor ruimtelijke ordening);

5° Bestuur Landbouw : de Directeur-generaal van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu of diens afgevaardigden;

6° Bestuur Ruimtelijke Ordening : de Directeur-generaal van het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium of diens afgevaardigde(n);

7° Minister : de Minister van Leefmilieu;

8° auteur van de studie : de erkende persoon die een milieueffectstudie uitvoert;

9° aanvrager : de auteur van een project dat het voorwerp is van een milieueffectbeoordeling.

Art. 2. Onverminderd de bepalingen bedoeld in artikel 1°, 4°, *a, b, c, d*, en onverminderd artikel 4, eerste lid, van het decreet, gaat een milieueffectbeoordeling waarin het decreet voorziet vooraf aan de verlening of goedkeuring van de volgende administratieve akten :

1° de verkavelingsvergunning voor een weekendverblijfpark, vereist krachtens artikel 149 van het Waals wetboek van ruimtelijke ordening, stedenbouw en patrimonium;

2° de mijnconcessie vereist krachtens het decreet van 7 juli 1988 op de mijnen;

3° de machtigingen vereist krachtens de artikelen 12 en 14, § 1, van de wet van 28 december 1967 betreffende de onbevaarbare waterlopen;

4° de machtigingen vereist krachtens de wet van 5 juli 1956 betreffende de wateringen;

5° de ruilverkaveling bepaald bij de wet van 22 juli 1970 op de ruilverkaveling van landeigendommen uit kracht van de wet.

Art. 3. Als de verwezenlijking van een project verschillende vergunningen vereist, wordt de milieueffectbeoordeling uitgevoerd op grond van de volgende procedure :

1° organisatie van één enkel openbaar onderzoek vóór het opstellen van het milieueffectrapport;

2° opstelling van één enkele evaluatienota met alle gegevens vereist voor elk van de vergunningsaanvragen of, in voorkomend geval, van één enkel milieueffectrapport;

3° organisatie, na uitvoering van de effectstudie, van één enkele procedure van openbaar onderzoek en van inwinning van advies van de "CWEDD", de "CCAT" of, bij gebreke ervan, van de "CRAT".

HOOFDSTUK II. — *Systeem van milieueffectbeoordeling*

Art. 4. Elk verzoek om afgifte van administratieve akten bedoeld in artikel 2 gaat vergezeld van hetzij een evaluatienota inzake milieueffecten, hetzij een milieueffectstudie.

Afdeling 1. — Vorm en inhoud van de evaluatienota

Art. 5. De vorm en de minimale inhoud liggen vast in bijlage I, onverminderd het tweede lid.

Het dossier m.b.t. de vergunningsaanvraag vormt de evaluatienota inzake milieueffecten voor de milieuvergunning of de enige vergunning vereist overeenkomstig het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning.

Voor de administratieve akten die niet vermeld worden in het vorige lid gaat de aanvraag vergezeld van de evaluatienota inzake milieueffecten, onverminderd artikel 4.

Afdeling 2. — Projecten onderworpen aan een effectstudie

Art. 6. Een effectstudie wordt vereist voor elk project bedoeld in het besluit van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een effectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten en waarvoor minstens één van de in artikel 2 bedoelde administratieve akten wordt aangevraagd, voor zover de aanvraag één van de volgende punten betreft :

1° de creatie van een nieuw project;

2° de vernieuwing van een vergunning voor een bestaande installatie;

3° de ombouw of uitbreiding van een bestaande of in uitvoering zijnde installatie of project waardoor één van de drempels bedoeld in het besluit van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een effectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten bereikt of overschreden wordt;

4° de ombouw of uitbreiding van een installatie of van een project bedoeld in het besluit van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een effectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten, met als gevolg een vermeerdering met meer dan 25 % van de waarde die vastligt in de vergunning verleend op basis van de laatste effectstudie voor de parameter die in aanmerking komt voor de bepaling van de drempels op grond waarvan beslist wordt welke projecten het voorwerp uitmaken van een effectstudie;

5° de ombouw of uitbreiding van een installatie of project bedoeld in het besluit van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een effectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten, waarvoor een effectstudie vereist is zonder drempelvoorwaarde en met als gevolg een verhoging met meer dan 25 % van de waarde die vastligt in de vergunning verleend op grond van de laatste effectstudie.

Afdeling 3. — Vorm en inhoud van de effectstudie

Art. 7. § 1. De vorm en de minimale inhoud van de effectstudie liggen vast in bijlage II.

De aanvrager mag de bevoegde overheid om advies verzoeken i.v.m. de gegevens die in het kader van de effectstudie verstrekt moeten worden. In dat geval wint de bevoegde overheid onmiddellijk het advies in van de "CWEDD", de "CCAT" of desnoods van de "CRAT".

Die instanties geven de bevoegde overheid advies binnen 30 dagen na de datum van ontvangst van het verzoek en bezorgen de aanvrager een afschrift van het advies. De bevoegde overheid geeft de aanvrager advies binnen 45 dagen na de datum van ontvangst van het verzoek om gegevens. Als de bevoegde overheid haar advies niet binnen de gestelde termijn geeft, voert de aanvrager de effectstudie uit op grond van de adviezen van de geraadpleegde instanties en desnoods op grond van de minimale inhoud bedoeld in bijlage II.

§ 2. Als een bijkomende studie vereist is overeenkomstig artikel 8, § 4, van het decreet, wordt de inhoud ervan vastgelegd in het besluit waarbij de bevoegde overheid het project aan een bijkomende studie onderwerpt. De bijkomende studie wordt door de aanvrager aan de bevoegde overheid overgemaakt binnen achttien maanden na de datum van ontvangst van het besluit waarbij de inhoud van de bijkomende studie wordt bepaald.

Als de bevoegde overheid vanwege het onvolledige karakter van de effectstudie, na advies van de "CWEDD", de "CCAT" of desnoods de "CRAT", acht dat een bijkomende studie noodzakelijk is, beschikt de aanvrager over 6 maanden om haar de ontbrekende gegevens te verstrekken. De studie en de bijkomende gegevens vallen onder de bepalingen van hoofdstuk V van dit besluit en onder de bepalingen betreffende het openbaar onderzoek bedoeld in het besluit van de Waalse Regering betreffende de procedure voor de toekenning van de milieuvergunning en de enige vergunning alsook verschillende maatregelen tot uitvoering van het decreet.

De termijnen voor de behandeling van de aanvragen betreffende de administratieve akten bedoeld in artikel 2 worden opgeschort met ingang van de verzenddatum van het besluit waarbij een bijkomende studie wordt opgelegd. De opschorting eindigt de dag waarop de bevoegde overheid de ontbrekende gegevens in ontvangst neemt, uiterlijk na afloop van de termijnen bedoeld in paragraaf 2.

HOOFDSTUK III. — *Auteurs van effectstudies*

Afdeling 1. — Erkenning, schorsing en intrekking van de erkenning van auteurs van effectstudies

Onderafdeling 1. — Algemeen

Art. 8. De erkenning van auteurs van effectstudies wordt verleend voor één of meer van de volgende categorieën van projecten :

1° ruimtelijke ordening, stedenbouw (projecten bedoeld in rubriek 70.11 van het besluit van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een effectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten), handelsactiviteiten (projecten bedoeld in rubriek 52.1 van het besluit van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een effectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten) en vrijetijdsactiviteiten (projecten bedoeld in de rubrieken 92.1 tot 92.7; 52.22; 52.23 van het besluit van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een effectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten);

2° infrastructuurprojecten (projecten bedoeld in rubrieken 45.23; 45.24; 63.21; 70.19 van het besluit van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een effectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten), met inbegrip van vervoer (projecten bedoeld in de rubrieken 60.10 tot 60.30; 61.20; 62.00 van het besluit van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een effectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten) en communicatie;

3° mijnen en steengroeven;

4° industriële processen i.v.m. energie;

5° industriële processen i.v.m. stoffenverwerking;

6° afvalbeheer;

7° waterbeheer (winning, zuivering, voorziening en verwerking);

8° landbouwvergunningen.

Onderafdeling 2. — Erkenningscriteria

Art. 9. § 1. De aanvrager van een erkenning beschikt voor elk van de aangevraagde erkenningscategorieën over de vereiste bevoegdheden om :

1° de effectstudie te coördineren;

2° bestekken op te stellen voor eventuele onderaannemers;

3° alle resultaten te exploiteren, ook die van de onderaanneming;

4° alle verkregen resultaten te integreren en aparte en synergetische effecten vast te stellen.

§ 2. De aanvrager van een erkenning beschikt over de vereiste technische middelen om zijn opdrachten te vervullen.

§ 3. In geval van vernieuwing van een erkenning levert de aanvrager het bewijs dat hij tijdens de laatste erkenningstermijn effectstudies heeft uitgevoerd, of als onderaannemer aan effectstudies heeft meegewerkt of dat hij gevraagd werd om effectstudies uit te voeren of eraan deel te nemen.

Onderafdeling 3. — Procedure voor de verlening van de erkenning

Art. 10. De erkenningsaanvraag wordt bij ter post aangetekend schrijven verzonden of tegen ontvangstbewijs in vijf exemplaren aan het Bestuur van Leefmilieu overgemaakt.

De nieuwe erkenning wordt zes maanden vóór het verstrijken van de lopende erkenning aangevraagd.

Art. 11. De erkenningsaanvraag bevat de volgende gegevens :

1° de naam en het adres van de aanvrager;

2° als het gaat om een rechtspersoon, een afschrift van de eventuele statuten en de lijst van de bestuurders of beheerders;

3° de titels, kwalificaties en referenties van de aanvrager, van de medewerkers die een arbeidsovereenkomst aan de aanvrager bindt, en van de eventuele onderaannemers;

4° de technische middelen waarover de aanvrager beschikt;

5° de categorieën van projecten bedoeld in artikel 8 waarvoor de aanvrager effectstudies kan uitvoeren.

Als de aanvraag een vernieuwing van erkenning betreft, gaat ze bovendien vergezeld van de lijst van de effectstudies die de aanvrager heeft uitgevoerd of waartoe hij als onderaannemer heeft bijgedragen, van de aanvragen om uitvoering van of deelname aan effectstudies, alsook van de waarschuwingen en/of wrakingen die eventueel zijn verstuurd sinds het vorige besluit tot erkenning.

Art. 12. De aanvraag is onvolledig als krachtens artikel 11 vereiste gegevens of stukken ontbreken.

De aanvraag is niet-ontvankelijk :

- 1° als ze in overtreding van artikel 10 wordt ingediend;
- 2° als ze tweemaal onvolledig wordt verklaard;
- 3° als de aanvrager de gevraagde gegevens niet verstrekt binnen de termijn bedoeld in artikel 13, tweede lid.

Art. 13. Het Bestuur van Leefmilieu bezorgt de aanvrager zijn beslissing waarbij het de aanvraag als volledig en ontvankelijk beschouwt binnen vijftien dagen met ingang van de dag waarop het de aanvraag heeft ontvangen overeenkomstig artikel 10.

Als de aanvraag onvolledig is, wijst het Bestuur van Leefmilieu de aanvrager bij ter post aangetekend schrijven op de ontbrekende stukken. De aanvrager beschikt over dertig dagen na ontvangst van het aangetekend schrijven om het Bestuur van Leefmilieu de ontbrekende gegevens bij aangetekend schrijven toe te sturen of tegen ontvangstbewijs over te maken.

Binnen vijftien dagen na ontvangst van de ontbrekende stukken geeft het Bestuur van Leefmilieu de aanvrager kennis van zijn beslissing waarbij het de aanvraag als volledig en ontvankelijk beschouwt. Als de aanvraag een tweede keer onvolledig wordt geacht door het Bestuur van Leefmilieu, wordt ze niet-ontvankelijk verklaard.

Als de aanvraag niet-ontvankelijk is, deelt het Bestuur van Leefmilieu de motieven van niet-ontvankelijkheid mee aan de aanvrager onder de voorwaarden en binnen de termijn bedoeld in het eerste lid of, in voorkomend geval, binnen de termijn bedoeld in het derde lid.

Art. 14. Als het Bestuur van Leefmilieu de aanvrager geen enkele beslissing heeft toegestuurd onder de voorwaarden en binnen de termijn bedoeld in artikel 13, wordt de aanvraag als ontvankelijk beschouwd. In dat geval stuurt de aanvrager een afschrift van het aanvraagdossier naar de Minister.

Art. 15. Zodra een aanvraag ontvankelijk wordt verklaard of als dusdanig wordt geacht te zijn, wordt ze door het Bestuur van Leefmilieu voor advies overgemaakt :

- aan de "CWEDD";
- aan de "CRAT";
- aan het Bestuur van Ruimtelijke Ordening.

De adviezen van het Bestuur van Ruimtelijke Ordening, van de "CRAT" en van de "CWEDD" worden overgemaakt aan het Bestuur van Leefmilieu of tegen ontvangstbewijs afgegeven binnen dertig dagen na ontvangst van de aanvraag om advies. Bij gebreke daarvan worden ze geacht gunstig te zijn.

Die termijnen worden geschorst tussen 16 juli en 15 augustus.

Art. 16. Het Bestuur van Leefmilieu bezorgt de Minister zijn voorstel van beslissing samen met de adviezen bedoeld in artikel 15 binnen 50 dagen na de beslissing waarbij het dossier als volledig en ontvankelijk wordt beschouwd.

Die termijnen worden geschorst tussen 16 juli en 15 augustus.

Art. 17. De Minister bezorgt de aanvrager zijn besluit over de aanvraag om erkenning binnen dertig dagen na ontvangst van het advies van het Bestuur van Leefmilieu.

Het besluit tot erkenning wordt bij uittreksel bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 18. Het besluit over de aanvraag om erkenning vermeldt de duur van de erkenning en de categorieën van de projecten bedoeld in artikel 8 waarvoor de begunstigde effectstudies zou kunnen uitvoeren.

De erkenning geldt hoogstens 5 jaar.

Art. 19. Als één van de gegevens uit de aanvraag om erkenning overeenkomstig artikel 11 wordt gewijzigd, verwittigt de auteur van de effectstudie het Bestuur van Leefmilieu onmiddellijk bij ter post aangetekend schrijven met ontvangstbewijs. Als het Bestuur acht dat de aangebrachte wijzigingen een wijziging, opschorting of intrekking van de erkenning vereisen, wordt de erkende auteur binnen dertig dagen bij ter post aangetekend schrijven verwittigd.

De erkende auteur beschikt, met ingang van de dag waarop hij het aangetekend schrijven in ontvangst neemt, over zestig dagen om het Bestuur van Leefmilieu kennis te geven van de maatregelen die hij overweegt te nemen om gevolg te geven aan de opmerkingen van bedoeld Bestuur.

Art. 20. Als de Minister één of meer effectstudies onvoldoende of onvolledig acht, kan hij, op eigen initiatief of op voorstel van de "CWEDD", de "CCAT" of de "CRAT", de auteur van de studie een waarschuwing toesturen. Zijn besluit wordt meegedeeld bij ter post aangetekend schrijven met ontvangstbewijs.

Onderafdeling 4. — *Schorsing of intrekking van de erkenning*

Art. 21. Tijdens de geldigheidsduur van de erkenning kan de Minister, na de auteur van de effectstudie te hebben verzocht verantwoording af te leggen, de erkenning geheel of gedeeltelijk wijzigen, schorsen of

intrekken :

- 1° in het geval bedoeld in artikel 19 als de auteur het Bestuur geen maatregel heeft meegedeeld om gevolg te geven aan zijn opmerkingen of als de overwogen maatregelen onvoldoende worden geacht;
- 2° na een waarschuwing bedoeld in artikel 20.

Het besluit wordt bij uittreksel bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Afdeling 2. — *Keuze van de auteur van de effectstudie*

Art. 22. De aanvrager kiest de auteur van de effectstudie onder de personen erkend als auteur van effectstudies voor de categorie(ën) waarin zijn project ingedeeld is overeenkomstig artikel 8.

Hij geeft bij ter post aangetekend schrijven onmiddellijk kennis van zijn keuze aan :

- 1° de Minister;
- 2° de bevoegde overheid;
- 3° het Bestuur van Leefmilieu en het Bestuur van Ruimtelijke Ordening.

Hij geeft ook bij gewoon schrijven onmiddellijk kennis van zijn keuze aan :

- 1° de "CWEDD";
- 2° de "CCAT" of, desnoods, de "CRAT".

Afdeling 3. — Wraking van een persoon gekozen als auteur van een effectstudie

Art. 23. Elke persoon gekozen als auteur van een effectstudie kan gewraakt worden als hij verkeert in één van de toestanden die het zelfstandig uitoefenen van zijn opdracht in het gedrang zou kunnen brengen.

Art. 24. De bevoegde overheid, het Bestuur van Leefmilieu of het Bestuur van Ruimtelijke Ordening kan de Minister voorstellen een als auteur van een effectstudie gekozen persoon te wraken.

Art. 25. Het voorstel tot wraking is gemotiveerd, op straffe van niet-ontvankelijkheid. Het wordt bij ter post aangetekend schrijven met ontvangstbewijs overgemaakt aan de persoon gekozen als auteur van de effectstudie. Tezelfdertijd wordt een afschrift ervan bij gewoon schrijven gestuurd naar de aanvrager van de vergunning en de overige instanties bedoeld in artikel 22.

Art. 26. De persoon gekozen als auteur van de studie dient een schriftelijke verklaring in met zijn reacties op de gronden voor de wraking.

Hij zendt de verklaring bij ter post aangetekend schrijven met ontvangstbewijs binnen vijftien dagen na de datum van ontvangst van het voorstel tot wraking aan :

- 1° de aanvrager;
- 2° de instanties bedoeld in artikel 22.

Bij gebreke daarvan wordt hij geacht in te stemmen met de wraking.

Art. 27. De instantie die voorgesteld heeft tot de wraking over te gaan, maakt haar reacties over aan de Minister binnen vijftien dagen na de datum van ontvangst van de verklaring bedoeld in artikel 26.

Art. 28. De Minister beslist binnen zeventig dagen vanaf de datum waarop de zaak bij hem aanhangig is gemaakt door de instantie die overeenkomstig artikel 24 heeft voorgesteld tot de wraking over te gaan.

Het besluit wordt binnen vijftien dagen bekendgemaakt aan de als auteur van de studie gekozen persoon, de vergunningaanvrager en de instanties bedoeld in artikel 22.

HOOFDSTUK IV. — Openbaar onderzoek voorafgaand aan de milieueffectstudie

Art. 29. De raadpleging bedoeld in artikel 12 van het decreet wordt georganiseerd overeenkomstig de bepalingen van dit hoofdstuk.

Als een project het grondgebied van verschillende gemeenten bestrijkt, zijn de artikelen 30 en 33 van toepassing op elk van de betrokken gemeenten.

Art. 30. Minstens vijftien dagen vóór de raadpleging bedoeld in artikel 31, publiceert de aanvrager een bericht dat hoe dan ook de volgende gegevens bevat :

- 1° de identiteit van de aanvrager;
- 2° de aard van het project en de plaats waar het wordt uitgevoerd;
- 3° de datum, het uur en de plaats van de informatievergadering bedoeld in artikel 31.

Dat bericht wordt bekendgemaakt in twee media die de aanvrager onder de volgende media kiest :

- 1° twee kranten verspreid in het gebied;
- 2° een gemeentelijk informatieblad als er één is en als het verspreid wordt onder de gezamenlijke bevolking;
- 3° een huis-aan-huis reclameblad;
- 4° een huis-aan-huis informatieblad verspreid in een straal van 3 kilometer rondom de plaats waar het project wordt uitgevoerd.

De aanvrager bezorgt het College een afschrift van de bekendgemaakte berichten en van de desbetreffende facturen.

Artikel 30, eerste lid, wordt door de bevoegde overheid middels een bericht aangeplakt :

- 1° op de gebruikelijke aanplakplaatsen;
- 2° op drie plaatsen nabij de plaats waar het project uitgevoerd moet worden, langs een openbare rijweg of -strook.

Het aangeplakte bericht is minstens 35 dm² groot en zicht- en leesbaar tot de dag na de vergadering bedoeld in artikel 31.

Art. 31. Tussen de zestiende en de zevenentwintigste dag na de datum van de bekendmaking bedoeld in artikel 30, organiseert de aanvrager in de gemeente waar het project de grootste oppervlakte bestrijkt, een raadplegingsvergadering waarop de bevolking van de gemeenten waarvan het grondgebied mogelijksterwijs ook betrokken wordt bij het project, wordt uitgenodigd.

De volgende personen of instanties worden ook uitgenodigd op de vergadering en kunnen zich er laten vertegenwoordigen :

- 1° de persoon die de aanvrager heeft gekozen om de effectstudie uit te voeren;
- 2° de bevoegde overheid;
- 3° het Bestuur van Leefmilieu en het Bestuur van Ruimtelijke Ordening;
- 4° de "CWEDD", de "CCAT" of, bij gebreke daarvan, de "CRAT", die hoogstens twee leden mogen afvaardigen;
- 5° de vertegenwoordigers van de gemeente(n) van de vestigingsplaats van het project;
- 6° de vertegenwoordigers van de gemeente(n) gelegen in een straal van 3 kilometer rondom de vestigingsplaats van het project.

De vergadering heeft als doel :

- 1° de auteur in staat te stellen zijn project voor te leggen;

2° het publiek in staat te stellen informatie in te winnen en opmerkingen te maken en voorstellen te doen m.b.t. het project;

3° specifieke punten in het licht te stellen die aangesneden kunnen worden in de effectstudie;

4° alternatieven voor te leggen die redelijkerwijs kunnen worden overwogen door de aanvrager opdat ze tijdens de effectstudie in aanmerking zouden worden genomen.

Art. 32. Iedereen kan binnen vijftien dagen vanaf de datum van de raadplegingsvergadering bedoeld in artikel 31 zijn geschreven opmerkingen en voorstellen i.v.m. de uitvoering van de effectstudie indienen bij het college van burgemeester en schepenen van de gemeente waar de raadplegingsvergadering heeft plaatsgevonden. Daarbij worden naam en adres opgegeven. Een afschrift wordt overgemaakt aan de aanvrager, die het onmiddellijk doorstuurt naar de auteur van de studie.

Art. 33. De termijnen bedoeld in dit hoofdstuk worden geschorst tussen 16 juli en 15 augustus.

HOOFDSTUK V. — *Adviezen betreffende de milieueffectstudie en de openbaarmaking van de beslissing*

Art. 34. De instantie die de aanvrager meedeelt dat de vergunningsaanvraag volledig en/of ontvankelijk is of die het aanvraagdossier aan de bevoegde overheid overmaakt, bezorgt de "CWEDD", de "CCAT" of, bij gebreke daarvan, de "CRAT" de volgende stukken :

1° de vergunningsaanvraag;

2° de effectstudie;

3° de gezamenlijke opmerkingen en voorstellen ingediend overeenkomstig artikel 32.

Art. 35. Aan de overheid die er om vraagt, stuurt of verleent de "CWEDD" tegen ontvangstbewijs haar advies over de kwaliteit van de effectstudie en over het ecologische belang van het project als de aanvraag betrekking heeft op een inrichting van klasse 1. Ze doet dat binnen zestig dagen, te rekenen van de datum waarop de aanvraag aanhangig wordt gemaakt bij de instantie bedoeld in artikel 34.

Aan de overheid die er om vraagt, stuurt of verleent de "CCAT" of, bij gebreke daarvan de "CRAT", tegen ontvangstbewijs binnen dezelfde termijn een advies over de kwaliteit van de studie en over de doelstellingen van het project overeenkomstig artikel 1, § 1, van het Waalse wetboek van ruimtelijke ordening, stedenbouw en patrimonium als de aanvraag betrekking heeft op één van volgende vergunningen :

1° een enige vergunning, vereist krachtens het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

2° een stedenbouwkundige vergunning of een verkavelingsvergunning, vereist krachtens het Waalse wetboek van ruimtelijke ordening, stedenbouw en patrimonium;

3° een ontginningsvergunning, vereist krachtens het decreet van 27 oktober 1988;

4° een mijnconcessie, vereist krachtens het decreet van 7 juli 1988 op de mijnen;

5° een vergunning om steenbergten te ontsluiten, vereist krachtens het decreet van 9 mei 1985 betreffende de ontsluiting van steenbergten.

Bij gebrek aan een advies binnen de vereiste termijn wordt het advies geacht gunstig te zijn.

De "CWEDD" en bovenbedoelde commissies kunnen de aanvrager en de auteur van de effectstudie verzoeken om bijkomende informatie over de effectstudie of de inhoud ervan.

HOOFDSTUK VI. — *Grensoverschrijdende effecten*

Art. 36. Als een aanvraag voor een project in het Waalse Gewest vermoedelijk aanzienlijke milieueffecten zal hebben in een ander Gewest, een andere Lidstaat van de Europese Unie of een Staat die partij is bij het Verdrag van Espoo, maakt de instantie die het aanvraagdossier volledig en ontvankelijk heeft geacht, dat dossier, samen met de effectstudie en elk gegeven waarover ze beschikt i.v.m. de grensoverschrijdende effecten van het project, over aan de betrokken overheden van de Staat en/of het Gewest die onderhevig zouden zijn aan de effecten, met melding van :

1° de bevoegde overheid en de termijn waarbinnen de beslissing moet worden genomen;

2° de modaliteiten voor de organisatie van het openbaar onderzoek betreffende de behandeling van de vergunningsaanvraag, meer bepaald de duur van het onderzoek, de vermoedelijke begindatum ervan en de overheid die de opmerkingen van het publiek in ontvangst zal nemen.

Wanneer ze het dossier overmaakt, geeft ze de Regering en de bevoegde overheid kennis daarvan.

Art. 37. De bevoegde overheid zendt haar besluit bij aangetekend schrijven naar de overheden bedoeld in artikel 36.

Art. 38. Als de Regering overeenkomstig artikel 16, § 2, van het decreet informatie ontvangt waarvan sprake in artikel 7.3 van richtlijn 85/337/EEG betreffende de waardering van de weerslagen van sommige openbare en privé-ontwerpen op het leefmilieu, maakt ze die over aan :

1° het college van burgemeester en schepenen van de gemeenten waar het project effecten zou kunnen veroorzaken, dat die informatie ter inzage ligt van het publiek overeenkomstig de procedure van openbaar onderzoek bedoeld in de artikelen 24 en volgende van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning voor de aanvragen om milieuvergunning;

2° de "CWEDD".

De instanties bedoeld in het eerste lid winnen de opmerkingen van het publiek in en verstrekken de Regering hun eventuele adviezen en ingewonnen opmerkingen binnen dertig dagen, te rekenen van de dag waarop ze de in het eerste lid bedoelde informatie hebben ontvangen.

HOOFDSTUK VII. — *Wijzigings-, opheffings- en slotbepalingen*

Art. 39. In artikel 3, § 1, van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 31 mei 1990 houdende uitvoering van het decreet van 27 oktober 1988 op de groeven wordt punt 4° opgeheven.

Art. 40. In artikel 4, derde lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "en brengt hij advies uit over de toepassing van het milieu-effectbeoordelingssysteem voorzien in het decreet van 11 september 1985 tot regeling van de milieueffectbeoordeling in het Waalse Gewest en de uitvoeringsbesluiten ervan" geschrapt.

Art. 41. Artikel 23 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 42. Artikel 3, eerste lid, 4°, van het besluit van de Waalse Regering van 29 juli 1993 tot ontsluiting van steenbergen wordt opgeheven.

Art. 43. In artikel 4, § 4, van hetzelfde besluit, wordt het tweede lid opgeheven.

Art. 44. In artikel 12, § 4, van hetzelfde besluit wordt het tweede lid opgeheven.

Art. 45. In artikel 26, § 4, van hetzelfde besluit wordt het derde lid opgeheven.

Art. 46. Artikel 39 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 47. Het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 31 oktober 1991 houdende uitvoering van het decreet van september 1985 houdende organisatie van de milieueffectbeoordeling in het Waalse Gewest wordt opgeheven.

Art. 48. Dit besluit treedt in werking op 1 oktober 2002.

Art. 49. De Minister van Leefmilieu en Ruimtelijke Ordening is belast met de uitvoering van dit besluit.
Namen, 4 juli 2002.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

—
Bijlage I

Vorm en minimale inhoud van de nota inzake milieueffectbeoordeling

1° Aanvrager

- Naam
- Voornaam
- Hoedanigheid
- Woonplaats
- Telefoon
- Fax
- Datum van de aanvraag

2° Project

— Voor elke fase, het project omschrijven naar gelang van de geplande inrichtingen en constructies, met opgave van de voornaamste kenmerken (oppervlakte, afmetingen, enz.).

— Lijst van de verschillende werken die ermee gepaard gaan (ontbossing, excavatie, ophoging, enz.).

— Vermelding van de operatie- of exploitatiemodaliteiten (fabricageproces, werkplaatsen, opslag,...).

— Alle stukken bijvoegen voor een beter overzicht van de kenmerken van het project (schets, doorsnede, enz.);

3° bestaande rechtstoestand inzake ruimtelijke ordening, stedenbouw en patrimonium

— De bestemming en/of perimeter van het terrein in overdruk aangeven op het gewestplan.

— De bestemming van het terrein vermelden op het gemeentelijk plan van aanleg.

— Ligging van het terrein :

* in een niet vervallen verkaveling ? JA - NEE;

* in een beschermingsperimeter en/of is het opgenomen op een beschermingslijst ? JA - NEE;

* dichtbij een beschermd centrum, een beschermd onroerend goed, een archeologische vindplaats ? JA - NEE;

* binnen een beschermingsperimeter bedoeld in de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, gewijzigd o.a. bij het decreet van 6 december 2001 betreffende de natuur- of bosreservaten en Natura 2000-gebieden;

* in de nabijheid van een beschermingsperimeter bedoeld in de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, gewijzigd o.a. bij het decreet van 6 december 2001 betreffende de natuur- of bosreservaten en Natura 2000-gebieden;

4° beschrijving van de site vóór de uitvoering van het project.

— Bodemreliëf en helling van het natuurlijk terrein (minder dan 6 %, tussen 6 en 15 %, meer dan 15 %).

— Aard van de bodem.

— Andere grondbezetting dan bestaande constructies (braakland, onbebouwd terrein, tuin, teelt, grasland, bos, heide, ven, vochtig gebied...).

— Aanwezigheid van grondwater en winningspunten.

— Richting en lozingspunten in het hydrografisch netwerk voor het afvloeiingswater.

— Waterlopen, vijvers, bronnen, eventuele winningspunten.

— Beknopte evaluatie van de biologische kwaliteit van de site.

— Beknopte evaluatie van de biologische kwaliteit van de Natura 2000-site, van de natuur- of bosreservaten.

— Aansluiting op een uitgerust wegennet (weg, riolering, water, elektriciteit, aardgas,...).

— Aanwezigheid van een beschermd gebied of van een gebied dat op een beschermingslijst staat ? JA - NEE.

— Aanwezigheid van een archeologische vindplaats ? JA - NEE.

— Aanwezigheid van een Natura 2000-site, van natuur- of bosreservaten ? JA - NEE.

5° Milieueffecten van het project.

a) Zal het project aanleiding geven tot emissies van gassen, stoom, stof of aërosols ?

— in de lucht : JA -NEE

Vermeld

* het soort

* het debiet.

b) Zal het project aanleiding geven tot vloeibare lozingen ?

— in het oppervlaktewater : JA - NEE.

— in het rioolstelsel : JA - NEE.

— boven- of ondergronds : JA - NEE.

Vermeld

* het soort (koelwater, industrieel water, regenwater, slib,...);

* het debiet of de hoeveelheid.

Het dossier gaat vergezeld van een plan met de plaats(en) waar in het riolenstelsel of in de waterlopen wordt geloosd.

c) Voorziet het project in winningen ?

— voor oppervlaktewater :

* plaats;

* hoeveelheid;

— voor grondwater :

* benaming van het winningspunt;

* hoeveelheid.

d) Beschrijving van de aard en hoeveelheid van de bijproducten en afvalstoffen voortgebracht door het project, alsmede van de wijze waarop ze verwijderd en/of vervoerd worden.

e) Kan het project geluidshinder veroorzaken voor de omwoners ? JA - NEE :

* van welke aard;

* voortdurend of af en toe.

f) Voorziena vervoermiddelen en toegangswegen :

* voor het vervoer van producten;

* voor het vervoer van personen;

* lokalisatie van de parkeerplaatsen;

* lokalisatie van de eventuele pijpleidingen.

g) Zal het project het gebied schade toebrengen op esthetisch vlak ? JA - NEE

h) Zal het project aanleiding geven tot erosieverschijnselen? JA - NEE

i) Integratie in het bebouwde en onbebouwde kader : gevaar voor een breukeffect in het natuurlijk landschap of ten aanzien van de kenmerken van het traditionele woonmilieu van de streek of van de wijk (bovenmatige of onvoldoende dichtheid, verschillen ten aanzien van de vestiging, de oriëntatie, het profiel, de samenstelling van de voorgevels, de bouwstoffen en de overige architecturale kenmerken van de naburige constructies vermeld op het vestigingsplan).

j) Verenigbaarheid van het project met de omgeving (aanwezigheid van een school, ziekenhuis, Natura 2000-gebied, natuurreservaat, bosreservaat, enz).

k) Gevaar voor andere mogelijke hinder.

l) Aanzienlijke wijziging van het bodemreliëf. Maximale denivellering ten aanzien van het natuurlijk terrein.

m) Bebossing en/of ontbossing.

n) Aantal parkeerplaatsen.

o) Weerslag op de natuur.

p) Wegenbouw of -inrichting.

q) Individuele zuivering.

6° Verantwoording van de keuzen en van de efficiëntie van de eventuele palliatieve of beschermingsmaatregelen of van het gebrek aan dergelijke maatregelen.

7° Maatregelen om de negatieve milieueffecten te voorkomen of te beperken

— lozingen in de lucht;

— lozingen in het water;

— productieafval;

— geuren;

— lawaai;

— verkeer;

— weerslag op het natuurlijk patrimonium;

— weerslag op het landschap.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 houdende organisatie van de milieueffectbeoordeling in het Waalse Gewest.

Namen, 4 juli 2002.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

Bijlage II

Vorm en minimale inhoud van de effectstudie

Auteur van de studie

- 1° Erkend studiebureau.
- 2° Externe medewerkers verenigd om de studie uit te voeren.

Bestudeerd project

- 1° Aanvrager
- 2° Exploitatiezetel (Exacte gegevens van de vestigingsplaats van het project, Lambert-coördinaten).
- 3° Beschrijving van de plaats en omgeving (beschrijving van de elementen waarop het voorgestelde project betrekking kan hebben, met inbegrip van o.a. de bevolking, de fauna, de flora, de bodem, het water, de lucht, de klimaatfactoren, de materiële goederen, het architecturaal en archeologisch patrimonium, het landschap, alsook de interactie tussen die factoren).
- 4° Soort inrichting.
- 5° Het project :
 - Activiteitssector;
 - Beknopte beschrijving;
 - Uitvoerige beschrijving (lijst van de installaties, activiteiten en opslagplaatsen, aard van de gebruikte of voortgebrachte energieën, duur van de aangevraagde vergunning, approximatief kalender van de tenuitvoerlegging van de vergunning, lijst van de binnenkomende, intermediaire en uitgaande stoffen).

6° Beschrijving van de belangrijke effecten die het project rechtstreeks en onrechtstreeks op het leefmilieu kan hebben (o.a. op de bevolking, de fauna, de flora, de bodem, het water, de lucht, de klimaatfactoren, de materiële goederen, het architecturaal en archeologisch patrimonium, het landschap, alsook op de interactie tussen die factoren), met de juiste indicatie van de gekozen prognosetechnieken en basishypothesen, alsook van de gebruikte relevante milieugegevens.

7° De Minister van Leefmilieu kan bepalen welke databanken nuttig zijn voor de berekening van de verspreiding van afvalgassen en voor de modelvorming van de effecten van de bronnen bedoeld in dit besluit. Het dossier betreffende de effectstudie bevat minstens een schatting van de verontreinigingsniveaus op grond van bovenbedoelde gegevens.

8° Beschrijving van de milieueffecten in een andere lidstaat van de Europese Unie, in een Staat die partij is bij het Verdrag van Espoo inzake milieueffectrapportage in grensoverschrijdend verband, in een ander gewest, in een naburige provincie of gemeente.

Oplösungen en maatregelen om milieueffecten te voorkomen

- 1° Synthese van de opmerkingen geformuleerd in het kader van de in artikel 31 van dit besluit bedoelde bevolkingsraadpleging die aan de effectstudie voorafgaat.
- 2° Overzicht van de voornaamste technisch uitvoerbare alternatieven die door de opdrachtgever werden onderzocht en opgave van de voornaamste redenen voor zijn keuze, rekening houdende met de milieueffecten.
- 3° Beschrijving van de geplande maatregelen om de voornaamste schadelijke milieueffecten te voorkomen, te beperken, en, voor zover mogelijk, te compenseren.

Commentaar van de auteur van de studie

- 1° Overzicht van de eventuele moeilijkheden (technische leemten of gebrekkige kennis) die de auteur van de studie heeft ondervonden bij het verzamelen van de vereiste gegevens.
- 2° Voorstellen en aanbevelingen van de auteur van de studie.

Niet-technische samenvatting van de gegevens vermeld in de bovenstaande rubrieken

Deze rubriek 5 wordt gedrukt op A4-bladzijden en moet leesbaar zijn na eventueel zwart-wit fotokopiëren, met uitzondering van de grafieken.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 houdende organisatie van de milieueffectbeoordeling in het Waalse Gewest.

Namen, 4 juli 2002.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET